

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1008**30 septembre 2003****SOMMAIRE**

A.O.S. S.A., Altwies	48367	Industrial Performance Holding S.A., Luxem-	
A.S.M. Investments S.A.H., Luxembourg	48376	bourg	48358
Activ'Invest S.A., Luxembourg	48367	Intergarden S.A.H., Luxembourg	48377
Activ'Invest S.A., Luxembourg	48384	Investissements Multisectoriels Européens S.A.,	
Alsgard, S.à r.l., Luxembourg	48354	Luxembourg	48375
Altona Gestion S.A., Luxembourg	48338	JCBO S.A., Luxembourg	48340
Altona Gestion S.A., Luxembourg	48357	John Deere Finance S.A., Luxembourg	48375
Amadeus Beteiligung A.G., Luxembourg	48343	L.H.I., Luso Hispanic Investment S.A., Luxem-	
Argyle Leisure Fund S.A., Luxembourg	48383	bourg	48352
Bâte, S.à r.l., Luxembourg	48379	Mamba Investment S.A.H., Luxembourg	48381
Cameco Luxembourg S.A., Luxembourg	48378	Mamba Investment S.A.H., Luxembourg	48381
Cameco Luxembourg S.A., Luxembourg	48381	Merchbanc Sicav, Luxembourg	48382
Cater Investments S.A., Luxembourg	48384	Meres S.A., Luxembourg	48384
CIPE Luxembourg S.A., Luxembourg	48340	Mitte Holdings Management S.A., Luxembourg . .	48379
Citar-Invest S.A., Luxembourg	48367	Multinational Investment Corporation S.A.H., Lu-	
Confidea, S.à r.l., Mamer	48338	xembourg	48340
Credit Suisse Bond Fund Management Company		NHS Investments S.A., Luxembourg	48342
S.A., Luxembourg	48344	O.C.A. Beteiligung A.G., Luxembourg	48351
Credit Suisse Money Plus Fund Management Com-		Pimiento Holding S.A., Luxembourg	48383
pany S.A., Luxembourg	48368	S.C.I. Plek, Schouweiler	48355
CS Private Universe Management Company S.A.,		S.C.I. Plek, Schouweiler	48356
Luxembourg	48359	S.C.I. Plek, Schouweiler	48357
Dexia World Alternative, Sicav, Luxembourg	48380	Sagicap S.A., Luxembourg	48378
Eastern Investments S.A., Luxembourg	48355	Sagicap S.A., Luxembourg	48378
Edvima S.A., Luxembourg	48376	Saint Eugène S.A., Luxembourg	48342
EL 2 S.A., Luxembourg	48354	Silawi S.A.H., Luxembourg	48382
Eremis Holding S.A., Luxembourg	48376	Socalux S.A., Luxembourg	48384
European Marketing Group (Luxembourg) S.A.,		Société Européenne de Boissons S.A., Luxem-	
Luxembourg	48357	bourg	48339
Fareale S.A., Luxembourg	48343	Sonoco Luxembourg, S.à r.l., Wiltz	48352
Finpelts S.A., Luxembourg	48341	System Trading S.A., Luxembourg	48382
Flurwald Finanz S.A.H., Luxembourg	48377	Tradenet Europe S.A., Luxembourg	48380
Fontralux, S.à r.l., Junglinster	48343	Tyco Group, S.à r.l., Luxembourg	48343
GDL FI S.A., Luxembourg	48377	Tyco International Group S.A., Luxembourg	48341
GIA Global Investment Activity S.A., Luxembourg .	48359	Vinkelberg Company S.A., Luxembourg	48358
Globe Star Incorporation S.A., Luxembourg	48351	Vinkelberg Company S.A., Luxembourg	48383
I.P.P. Luxembourg S.A., Luxembourg	48377	Wam S.A.H., Luxembourg	48376
Immobilière Grand-Ducale S.A., Luxembourg	48351		

ALTONA GESTION S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2163 Luxembourg, 10, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 80.462.

Extrait du Procès-Verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 6 novembre 2002

Le Conseil d'Administration accepte la démission de Monsieur Marc Collard de son poste d'administrateur avec effet au 6 novembre 2002. Quitus pour son mandat lui sera donné lors de la prochaine assemblée générale ordinaire.

Le Conseil nomme en remplacement Monsieur Philippe De Castellane, employé privé, demeurant à Luxembourg. Sa nomination sera ratifiée lors de la prochaine assemblée générale ordinaire.

Pour copie conforme

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 13 juin 2003, réf. LSO-AF03118. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054323.3/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

CONFIDEA, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. ETCETERA, S.à r.l.).
Siège social: L-8266 Mamer, 17, rue des Thermes Romains.
R. C. Luxembourg B 60.449.

L'an deux mille trois, le vingt et un août.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, soussigné.

A comparu:

- Monsieur Joseph Léopold Lazega, administrateur de société, né le 17 décembre 1950 à Montmorency s/Seine et Oise, (France), demeurant à B-2018 Anvers, Bexstraat, 34, (Belgique).

Lequel comparant a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Que la société à responsabilité limitée ETCETERA, S.à r.l. (R.C.S. Luxembourg section B numéro 60.449), avec siège social à L-4967 Clémency, 69, rue de la Chapelle, a été constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 5 août 1997, publié au Mémorial C numéro 646 du 19 novembre 1997.

- Que les statuts ont été modifiés suivant actes reçus par le notaire soussigné en date du 17 juillet 2000, publié au Mémorial C numéro 5 du 4 janvier 2001 et en date du 12 mars 2001, publié au Mémorial C numéro 934 du 29 octobre 2001.

- Que le comparant est le seul et unique associé actuel de ladite société et qu'il s'est réuni en assemblée générale extraordinaire et a pris à l'unanimité, sur ordre du jour conforme, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique constate qu'en vertu d'une cession de parts sous seing privé du 2 juin 2003:

- Monsieur Benny Mortzy Kwadrat, représentant, né à Brooklyn, New York, (Etats-Unis), le 19 juillet 1958, demeurant à B-2018 Anvers, Lamoriniërastraat, 165, (Belgique), a cédé ses cinq cents (500) parts sociales dans la prédite société ETCETERA, S.à r.l., à Monsieur Joseph Léopold Lazega, préqualifié.

Deuxième résolution

L'associé unique décide de convertir le capital social de cinq cent mille francs luxembourgeois (500.000,- LUF) en douze mille trois cent quatre-vingt-quatorze virgule soixante-huit euros (12.394,68 EUR), au cours de 40,3399 LUF=1,- EUR.

Troisième résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social à concurrence de cent cinq virgule trente-deux euros (105,32 EUR), pour le porter de son montant actuel de douze mille trois cent quatre-vingt-quatorze virgule soixante-huit euros (12.394,68 EUR) à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), sans création de parts sociales nouvelles.

Le montant de cent cinq virgule trente-deux euros (105,32 EUR) a été apporté en numéraire par l'associé unique de sorte que ledit montant se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le constate expressément.

Quatrième résolution

L'associé unique décide de remplacer les cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune.

Cinquième résolution

Suite aux résolutions qui précèdent, l'article six des statuts se trouve modifié et aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 6.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par cinq cents (500) parts sociales de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune, entièrement libérées.

Les parts sociales sont détenues par Monsieur Joseph Léopold Lazega, administrateur de société, né le 17 décembre 1950 à Montmorency s/Seine et Oise, (France), demeurant à B-2018 Anvers, Bexstraat, 34, (Belgique).»

Sixième résolution

L'associé unique décide de modifier la dénomination de la société en CONFIDEA, S.à r.l. et de modifier en conséquence l'article quatre des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 4.** La société prend la dénomination de CONFIDEA, S.à r.l.»

Septième résolution

L'associé unique décide de transférer le siège social de L-4967 Clémency, 69, rue de la Chapelle, à L-8266 Mamer, 17, rue des Thermes Romains.

Huitième résolution

Suite à la résolution qui précède, le premier alinéa de l'article cinq des statuts est modifié et aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 5. 1^{er} alinéa.** Le siège social est établi à Mamer.»

Neuvième résolution

L'associé unique décide de modifier l'article deux des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 2.** La société a pour objet toutes les prestations de services administratifs et de secrétariat, la mise en relation et les démarches avec les professions libres comme avocats, notaires, huissiers, experts comptables, réviseurs de sociétés; avec les banques, fiduciaires, clients/fournisseurs; recherche de locaux d'exploitation, de siège social où de logement; la rédaction ainsi que la traduction des textes et documents, les démarches et l'affiliation auprès des diverses instances de l'administration et autorités fiscales, judiciaires, et publiques, comme C.C.S.S., Enregistrement et Domaines (TVA), Autorisation de Commerce, Fiche d'impôts RTS, etc, à toute personne physique, morale, juridique où association. La société a également pour objet la réception, l'entreposage, l'inspection, la manipulation, et l'expédition de marchandises pour tiers, de même que la représentation de tiers, dans le domaine commercial, industriel, financier, et foncier, mobilier et immobilier, la consultation, l'assistance, le conseil et le courtage dans tous les domaines au Grand-Duché de Luxembourg ainsi qu'à l'étranger.

Elle peut avoir des intérêts dans toutes les sociétés, associations et entreprises, par apport, souscription, acquisition, participation et autres. La société pourra emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales ou physiques.

Cette énumération n'est pas limitative, et se comprend dans le plus large sens possible.

Elle pourra effectuer toutes les opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.»

Evaluation des frais

Tous les frais et honoraires du présent acte incombant à la société sont évalués à la somme de sept cents euros. Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J. L. Lazega, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 2 septembre 2003, vol. 524, fol. 42, case 1.– Reçu 12 euros.

Le Receveur ff.(signé): C. Bentner.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 3 septembre 2003.

J. Seckler.

(054114.3/231/87) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2003.

SOCIETE EUROPEENNE DE BOISSONS, Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 10, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 55.650.

Extrait du Procès-Verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 20 août 2002

Le Conseil d'Administration accepte la démission de Monsieur Patrick Dhondt de son poste d'administrateur avec effet au 20 août 2002. Quitus pour son mandat lui sera donné lors de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

Le Conseil nomme en remplacement Monsieur Michel Di Benedetto demeurant à Luxembourg. Sa nomination sera ratifiée lors de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

Pour copie conforme

Signatures

Administrateurs

Enregistré à Luxembourg, le 13 juin 2003, réf. LSO-AF03069. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054349.3/000/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

CIPE LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 17, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 58.491.

Extrait des résolutions du Conseil d'Administration tenu au siège social de la Société le 5 août 2003

Le Conseil d'Administration de la Société a pris acte de la démission de Monsieur Alastair Macgowan en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 2 juillet 2003.

Conformément à l'article 51 de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée, le Conseil d'Administration de la Société a décidé de nommer Monsieur Olivier Lambinet, Conseiller Europe (European Counsel), avec adresse professionnelle au 17, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, en tant qu'administrateur de la Société, et ce avec effet au 2 juillet 2003 jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle des actionnaires de la Société qui approuvera les comptes annuels de l'exercice clos au 30 septembre 2002, afin de remplacer et d'achever le mandat de Monsieur Macgowan.

Pour extrait et publication
CIPE LUXEMBOURG S.A.

Signature
Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 4 septembre 2003, réf. LSO-AI00790. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054351.3/253/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

JCBO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 10, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 86.148.

Extrait du Procès-Verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 20 décembre 2002

Le Conseil d'Administration accepte la démission de Monsieur François Dereme de son poste d'administrateur avec effet au 20 décembre 2002. Quitus pour son mandat lui sera donné lors de la prochaine assemblée générale ordinaire.

Le Conseil nomme en remplacement Monsieur Michel Di Benedetto, employé privé, demeurant à Luxembourg. Sa nomination sera ratifiée lors de la prochaine assemblée générale ordinaire.

Pour copie conforme
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 13 juin 2003, réf. LSO-AF03070. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054353.3/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

MULTINATIONAL INVESTMENT CORPORATION, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 11.315.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 25 avril 2003

- Monsieur Harald Charbon, employé privé, 69, rue Edouard Oster, L-2272 Howald et Madame Antonella Graziano, employée privée, 12, rue Théodore Eberhard, L-1452 Luxembourg sont nommés nouveaux Administrateurs en remplacement de Monsieur Jean-Robert Bartolini et Monsieur François Mesenburg, qui ne se présentent plus aux suffrages. Leurs mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2009;

- les mandats d'Administrateurs de Monsieur Pierre Mestdagh, employé privé, 19, rue Batty Weber, L-5254 Sandweiler et de Monsieur Marc Limpens, employé privé, 34, rue de Vianden, L-2680 Luxembourg sont reconduits pour une nouvelle période statutaire de six ans jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2009;

- le mandat du Commissaire aux Comptes de la société FIN-CONTROLE S.A., Société Anonyme, 13, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg est reconduit pour une nouvelle période statutaire de six ans jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2009.

Fait à Luxembourg, le 25 avril 2003.

Certifié sincère et conforme
MULTINATIONAL INVESTMENT CORPORATION

Signature / Signature
Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 3 septembre 2003, réf. LSO-AI00363. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054438.3/795/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

TYCO INTERNATIONAL GROUP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 17, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 63.939.

Extrait des résolutions du Conseil d'Administration tenu au siège social de la Société le 5 août 2003

Le Conseil d'Administration de la Société a pris acte de la démission de Monsieur Alastair Macgowan en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 2 juillet 2003.

Conformément à l'article 51 de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée, le Conseil d'Administration de la Société a décidé de nommer Monsieur Olivier Lambinet, Conseiller Europe (European Counsel), avec adresse professionnelle au 17, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, en tant qu'administrateur de la Société, et ce avec effet au 2 juillet 2003 jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle des actionnaires de la Société qui approuvera les comptes annuels de l'exercice clos au 30 septembre 2003, afin de remplacer et d'achever le mandat de Monsieur Macgowan.

Pour extrait et publication
TYCO INTERNATIONAL GROUP S.A.

Signature
Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 4 septembre 2003, réf. LSO-AI00796. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054358.3/253/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

FINPELTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1233 Luxembourg, 13, rue Bertholet.
R. C. Luxembourg B 72.270.

L'an deux mille trois, le premier août.

Par-devant Maître Alex Weber, notaire de résidence à Bascharage.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la société FINPELTS S.A., avec siège social à L-1233 Luxembourg, 13, rue Bertholet, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 72.270, constituée suivant acte reçu par le notaire Paul Bettingen, de résidence à Niederanven, en date du 28 octobre 1999, publié au Mémorial C, numéro 1004 du 28 décembre 1999.

L'assemblée est présidée par Mademoiselle Regina Rocha Melanda, employée privée, demeurant à Dudelange, qui désigne comme secrétaire Mademoiselle Anne-Françoise Fouss, employée privée, demeurant à Arlon (Belgique). L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Gaby Trierweiler, employée privée, demeurant à Leudelange.

Le bureau ayant ainsi été constitué, la Présidente expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que l'ordre du jour est conçu comme suit:

- 1) Mise en liquidation de la société.
- 2) Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs.
- 3) Décharge à accorder au conseil d'administration et au commissaire aux comptes.
- 4) Nomination d'un commissaire-vérificateur.

II.- Que les actionnaires présents ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence, laquelle, après avoir été paraphée ne varietur par les actionnaires présents ou représentés et les membres du bureau, restera annexée au présent acte pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

III.- Qu'il résulte de ladite liste de présence que toutes les trois cent soixante (360) actions de la société sont présentes ou représentées et qu'en conséquence, la présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de dissoudre anticipativement la société et de la mettre en liquidation.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de nommer comme liquidateur Monsieur Lex Benoy, réviseur d'entreprises agréé, né à Luxembourg, le 29 mai 1954, demeurant professionnellement à L-1233 Luxembourg, 13, rue Bertholet.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus pour exécuter son mandat et spécialement tous les pouvoirs prévus aux articles 144 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise par la loi.

Le liquidateur peut, sous sa seule responsabilité, déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires, pour des opérations spéciales et déterminées.

Le liquidateur est dispensé de faire l'inventaire et peut s'en référer aux livres et écritures de la société.

Le liquidateur doit signer toutes les opérations de liquidation.

Troisième résolution

L'assemblée décide de nommer Monsieur Jean-Marie Boden, expert-comptable, né à Luxembourg, le 14 juin 1954, demeurant à L-1140 Luxembourg, 47, route d'Arlon, comme commissaire-vérificateur.

Quatrième résolution

L'assemblée accorde décharge pleine et entière au conseil d'administration et au commissaire aux comptes pour les travaux exécutés jusqu'à ce jour.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée.

Frais

Tous les frais et honoraires du présent acte, évalués approximativement à six cent vingt-cinq euros (€ 625,-), sont à charge de la société.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux membres du bureau, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: R. Rocha Melanda, A-F. Fouss, G. Trierweiler, A. Weber.

Enregistré à Capellen, le 8 août 2003, vol. 427, fol. 45, case 9.– Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Santioni.

Pour expédition conforme, délivrée à la société à sa demande, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bascharage, le 27 août 2003.

A. Weber.

(054116.3/236/59) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2003.

SAINT EUGENE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 10, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 78.409.

Extrait du Procès-Verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 20 décembre 2002

Le Conseil d'Administration accepte la démission de Monsieur François Dereme de son poste d'administrateur avec effet au 20 décembre 2002. Quitus pour son mandat lui sera donné lors de la prochaine assemblée générale ordinaire.

Le Conseil nomme en remplacement Monsieur Philippe De Castellane, employé privé, demeurant à Luxembourg.

Sa nomination sera ratifiée lors de la prochaine assemblée générale ordinaire.

Pour copie conforme

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 13 juin 2003, réf. LSO-AF03095. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054359.3/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

NHS INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1643 Luxembourg, 4, rue de la Grève.

R. C. Luxembourg B 70.348.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Annuelle, qui s'est tenue à Luxembourg, le 7 avril 2003, que l'Assemblée a pris, entre autres, les résolutions suivantes:

Quatrième résolution

L'Assemblée prend acte que le mandat du Commissaire est venu à échéance en date de ce jour.

L'Assemblée décide de nommer, pour un terme de -1- (un) an, la société PricewaterhouseCoopers, S.à r.l., ayant son siège social à L-1471 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), 400, route d'Esch, en qualité de Commissaire.

Le mandat du Commissaire prendra fin lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clôturé au 31 décembre 2003.

Cinquième résolution

L'Assemblée prend acte et accepte la démission présentée par Madame Silva Lepore, employée privée, demeurant à Turin (Italie), de sa fonction d'Administrateur de la société. La lettre de démission restera annexée au présent procès-verbal pour en faire partie intégrante.

L'Assemblée donne décharge pleine et entière à l'Administrateur démissionnaire concernant l'exécution de son mandat jusqu'à la date de ce jour.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 septembre 2003.

NHS INVESTMENTS S.A.

S. Bosi / S.Vandi

Administrateurs

Enregistré à Luxembourg, le 3 septembre 2003, réf. LSO-AI00595. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054701.3/043/27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2003.

TYCO GROUP, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 21.000,-.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 17, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 61.111.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique le 5 août 2003 à Luxembourg

L'associé unique de la Société a pris acte de la démission de Monsieur Alastair Macgowan en tant que gérant de la Société avec effet au 2 juillet 2003 et lui a accordé décharge pleine et entière pour l'exécution de son mandat jusqu'au 2 juillet 2003.

L'associé unique de la Société a décidé de nommer Monsieur Olivier Lambinet, Conseiller Europe (European Counsel), avec adresse professionnelle au 17, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet au 2 juillet 2003 pour une période indéterminée.

Pour extrait et publication

TYCO GROUP, S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 4 septembre 2003, réf. LSO-AI00798. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054361.3/253/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

AMADEUS BETEILIGUNG A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 10, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 79.153.

Extrait du Procès-Verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 20 décembre 2002

Le Conseil d'Administration accepte la démission de Monsieur François Dereme de son poste d'administrateur avec effet au 20 décembre 2002. Quitus pour son mandat lui sera donné lors de la prochaine assemblée générale ordinaire.

Le Conseil nomme en remplacement Monsieur Philippe De Castellane, employé privé, demeurant à Luxembourg.

Sa nomination sera ratifiée lors de la prochaine assemblée générale ordinaire.

Pour copie conforme

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 13 juin 2003, réf. LSO-AF03098. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054364.3/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

FAREALE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 10, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 89.378.

Extrait du Procès-Verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 20 décembre 2002

Le Conseil d'Administration accepte la démission de Monsieur François Dereme de son poste d'administrateur avec effet au 20 décembre 2002. Quitus pour son mandat lui sera donné lors de la prochaine assemblée générale ordinaire.

Le Conseil nomme en remplacement Monsieur Philippe De Castellane, employé privé, demeurant à Luxembourg.

Sa nomination sera ratifiée lors de la prochaine assemblée générale ordinaire.

Pour copie conforme

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 13 juin 2003, réf. LSO-AF03113. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054365.3/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

FONTRALUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6113 Junglinster, 9, rue des Cerises.

R. C. Luxembourg B 54.192.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 5 septembre 2003, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 septembre 2003.

Signature.

(054410.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

CREDIT SUISSE BOND FUND MANAGEMENT COMPANY, Société Anonyme.

Registered office: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R. C. Luxembourg B 44.866.

In the year two thousand and three, on the twenty-sixth of August.
Before Us Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the corporation established in Luxembourg under the denomination of CREDIT SUISSE BOND FUND MANAGEMENT COMPANY, R. C. B Number 44.866, incorporated under the denomination of CS BOND FUND MANAGEMENT COMPANY, pursuant to a deed of Maître Reginald Neuman, then notary residing in Luxembourg, dated September 1, 1993, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Number 461 of October 7, 1993.

The Articles of Incorporation have been amended several times and finally by a deed of the same notary dated September 25, 1997, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Number 38 of January 19, 1998.

The meeting begins at ten fifteen a.m. Mr Germain Trichies, Director, CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A., with professional address at L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet, being in the Chair.

The Chairman appoints as secretary of the meeting Mrs Jacqueline Siebenaller, Vice-President, CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A., with professional address at L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

The meeting elects as scrutineer Mr Daniel Breger, mandatory, CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A., with professional address at L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

The Chairman then states that:

I.- It appears from an attendance list established and certified by the members of the Bureau that the one thousand five hundred (1,500) shares with a par value of two hundred (200.-) Swiss francs each, representing the entire corporate capital of three hundred thousand (300,000.-) Swiss francs are duly represented at this meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on its agenda, hereinafter reproduced, without prior notice, all the shareholders represented having agreed to meet after examination of the agenda.

The attendance list, signed by the members of the bureau and the notary, shall remain attached to the present deed, together with the proxies, and shall be filed at the same time with the registration authorities.

II.- The agenda of the meeting is worded as follows:

Resetting of the Articles of Incorporation of the company (as described in the attachment to the proxy).

After approval of the statement of the Chairman and having verified that it was regularly constituted, the meeting passed, after deliberation, the following resolutions by unanimous vote:

First resolution

The par value of the shares is deleted.

Second resolution

It is resolved to introduce a prevailing English version of the Articles of Incorporation and to proceed to a total re-statement.

Consequently, the Articles of Incorporation of the Corporation shall henceforth read as follows:

Art. 1. There exists a corporation under Luxembourg Law in the form of a société anonyme under the name of CREDIT SUISSE BOND FUND MANAGEMENT COMPANY.

Art. 2. The Corporation is established for an unlimited period.

The Corporation may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation, as prescribed in Article twenty-one hereof.

Art. 3. The purpose of the Corporation is the creation, administration and management of a mutual investment fund known as CREDIT SUISSE BOND FUND (LUX) (the «Fund») and the issue of certificates or statements of confirmation evidencing undivided co-proprietorship interests therein.

The Corporation shall manage any activities, in Luxembourg and abroad, connected with the management, administration and promotion of such Fund and with respect thereto it may set up one or more branches. On behalf of the Fund, it may enter into any contracts, purchase, sell, exchange and deliver any securities, proceed to any inscriptions and transfer in the name of the Fund or in third parties' names in the register of shares or debentures of any Luxembourg or foreign companies, and exercise on behalf of the Fund and the unitholders of the Fund, all rights and privileges, especially all voting rights attached to the securities constituting assets of the Fund. The foregoing powers shall not be considered as exhaustive, but only as declaratory.

The Corporation may take any measures and carry out any operation directly or indirectly connected with its purpose while remaining within the limits of Chapter 14 of the Law of 20 December 2002 on Undertakings for Collective Investment.

Art. 4. The registered office of the Corporation is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place in the same commune by decision of the board of directors. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Corporation at its registered office, or with the ease of

communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measure shall have no effect on the nationality of the Corporation which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 5. The corporate capital is set at three hundred thousand (300,000.-) Swiss Francs divided into one thousand five hundred (1,500) shares in registered form with no par value, all fully paid up.

The Corporation will issue shares in registered form.

A register of shareholders shall be kept at the registered office of the Corporation. Such register shall set forth the name of each shareholder, his residence or elected domicile, the number of shares held by him, the amounts paid up on each such share, and the transfer of shares and the dates of such transfers.

The transfer of a share shall be effected by a written declaration of transfer inscribed on the register of shareholders, such declaration of transfer to be dated and signed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. The Corporation may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer satisfactory to the Corporation.

Art. 6. The capital of the Corporation may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation, as prescribed in Article twenty-one hereof.

Art. 7. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Corporation shall represent the entire body of shareholders of the Corporation. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Corporation.

Art. 8. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Corporation, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the second Monday of the month of May of each year at 11.00 a.m. If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the board of directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

The meeting of shareholders may fix an emolument, travelling and day to day accommodation for all members of the Board of Directors.

Art. 9. The quorum and delays required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Corporation, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by law. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable or telegram, telex or facsimile transmission.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the total number of shares outstanding and entitled to vote at the meeting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Art. 10. Shareholders will meet upon call by the board of directors, pursuant to notice setting forth the agenda sent by registered mail at least eight days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders.

If however, all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 11. The Corporation shall be managed by a board of directors composed of at least three members, who need not be shareholders of the Corporation.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting, for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 12. The board of directors may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who needs not to be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors. The board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders or in his absence or inability to act, the vice-chairman or another director appointed by the Board of Directors shall preside as chairman pro-tempore or in their absence or inability to act, the shareholders may appoint another director, an officer of the Corporation or such other individual as they may determine as chairman pro-tempore by vote of the majority of shares present or represented at any such meeting.

The board of directors from time to time may appoint the officers of the Corporation, general managers and any assistant general managers, secretaries, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Corporation, who need not be Directors or shareholders of the Corporation. Any such appointment may be revoked at any time by the board of directors. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given to them by the board of directors.

Notice of any meeting of the Board of Directors shall be given in writing, or by cable, telegram, telex, telefax or by other electronic means of transmission to all Directors at least twenty four hours in advance of the day set for the meeting. The notice shall specify the purposes of and each item of business to be transacted at the meeting, and no business other than that referred to in such notice may be conducted at any such meeting nor shall any action taken by the board not referred to in such notice be valid. This notice may be waived by the consent in writing or by cable or telegram or telex or telefax or by other electronic means of transmission of each director and shall be deemed to be waived by any director who is present in person or represented by proxy at the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by cable or telegram, telex or telefax another director as his proxy. Any director may attend a meeting of the board of directors using teleconference, video means or any other audible or visual means of communication. A board member attending a meeting of board of directors by using such means of communication is deemed to be present in person at this meeting.

A meeting of board of directors held by teleconference or videoconference or any other audible or visual means of communication, in which a quorum of directors participate shall be as valid and effectual as if physically held, provided that a minute of the meeting is made and signed by the chairman of the meeting.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at a meeting of the board of directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. Directors who are not present in person or represented by proxy may vote in writing or by cable or telegram or telex or telefax or by other electronic means of communication.

In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.

Circular Resolutions signed by all directors will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters or telefaxes. Such resolutions shall enter into force on the date of the Circular Resolution as mentioned therein. In case no specific date is mentioned, the Circular Resolution shall become effective on the day on which the last signature of a board member is affixed.

Resolutions taken by any other electronic means of communication e.g. e-mail, cables, telegrams or telexes shall be formalized by subsequent circular resolution. The date of effectiveness of the then taken Circular resolution shall be the one of the latest approval received by the Corporation via electronic means of communication. Such approvals received from all Board Members shall remain attached to and form an integral part of the Circular Resolution endorsing the decisions formerly approved by electronic means of communication.

Any Circular Resolutions may only be taken by unanimous consent of all the members of the Board of Directors.

Art. 13. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman of the meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman of the board or chairman pro tempore of that meeting, or by two directors.

Art. 14. The directors may only act at duly convened meetings of the board of directors. The board of directors shall have power to determine corporate policy and the course and conduct of the management and business affairs of the Corporation. Directors may not, however, bind the Corporation by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the board of directors.

The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Corporation and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to one or more directors of the Corporation («managing directors» - «administrateurs-délégués»), if authorized by the general meeting of shareholders.

Art. 15. No contract or other transaction between the Corporation and any other corporation or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Corporation is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other corporation or firm.

Any director or officer of the Corporation who serves as a director, officer or employee of any corporation or firm with which the Corporation shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Corporation may have any personal interest in any transaction of the Corporation, such director or officer shall make known to the board of directors such personal interest and shall not consider or vote upon any such transaction and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders. The term «personal interest», as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the Corporation any subsidiary or affiliate thereof or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the board of directors in its discretion.

The Corporation may indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Corporation, or, at its request, of any other corporation of which the Corporation is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Corporation is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit

such a breach of duty. The foregoing privilege of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Expenses in connection with the preparation and presentation of a defense to any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article 15 may be advanced by the Corporation prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article 15.

Art. 16. The Corporation will be bound by the joint signature of any two directors, officers or of any other persons to whom authority has been delegated by the board of directors.

Art. 17. The operations of the Corporation, including particularly its books and fiscal affairs and the filing of any tax returns or other reports required by the laws of Luxembourg, shall be supervised by an independent auditor («réviseur d'entreprises»). The independent auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders for a period ending at the date of the next annual general meeting of shareholders and until his successor is elected.

The independent auditor in office may be removed at any time by the shareholders with or without cause.

Art. 18. The accounting year of the Corporation shall begin on the first of January of each year and shall terminate on the thirty-first of December of each year.

Art. 19. From the annual net profit of the Corporation, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by Luxembourg law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such surplus reserve amounts to ten percent (10%) of the capital of the Corporation as stated in Article five hereof or as increased or reduced from time to time as provided in Article six hereof.

The annual general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and may alone declare dividends from time to time, as it in its discretion believes best suits the corporate purpose and policy.

Interim dividends may be paid out in accordance with the provisions of Luxembourg law.

Art. 20. In the event of a dissolution of the Corporation, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Art. 21. These Articles may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 22. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of tenth August nineteen hundred and fifteen on commercial companies and amendments thereto and the relevant law on undertakings for collective investment.

Nothing else being on the agenda, and nobody wishing to address the meeting, the meeting was closed at ten thirty a.m.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the German texts, the English version will be prevailing.

The document having been read and translated into the language of the persons appearing, said persons appearing signed with us, the notary, the present original deed.

Deutsche Übersetzung des vorhergehenden Textes:

Im Jahre zweitausendunddrei, den sechszwanzigsten August.

Vor Uns Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, Notar mit dem Amtssitz in Luxemburg.

Sind die Aktionäre der Aktiengesellschaft CREDIT SUISSE BOND FUND MANAGEMENT COMPANY, mit Sitz in Luxemburg, R. C. Nummer B 44.866, gegründet unter der Bezeichnung CS BOND FUND MANAGEMENT COMPANY durch eine Urkunde aufgenommen durch Notar Maître Reginald Neuman, damals mit dem Amtssitz in Luxemburg, am 1. September 1993, welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 461 vom 7. Oktober 1993, veröffentlicht wurde, zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammengetreten.

Die Satzung der Gesellschaft wurde mehrmals abgeändert und zuletzt durch eine Urkunde aufgenommen durch denselben Notar, am 25. September 1997, welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 38 vom 19. Januar 1998, veröffentlicht wurde.

Die Versammlung beginnt um zehn Uhr fünfzehn unter dem Vorsitz von Herrn Germain Trichies, «Director», CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A., mit Berufsanschrift in L-2180 Luxemburg, 5, rue Jean Monnet.

Derselbe ernennt zur Schriftführerin Frau Jacqueline Siebenaller, «Vice-President», CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A., mit Berufsanschrift in L-2180 Luxemburg, 5, rue Jean Monnet

Zum Stimmzähler wird ernannt Herr Daniel Breger, «mandatory», CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A., mit Berufsanschrift in L-2180 Luxemburg, 5, rue Jean Monnet.

Sodann stellt der Vorsitzende fest:

I.- Dass aus einer Anwesenheitsliste, welche durch das Bureau der Versammlung aufgesetzt und für richtig befunden wurde, hervorgeht dass die eintausendfünfhundert (1.500) Aktien mit einem Nennwert von zweihundert (200,-) Schweizer Franken, welche das gesamte Kapital von dreihunderttausend (300.000,-) Schweizer Franken darstellen hier in dieser

Versammlung gültig vertreten sind, welche somit ordnungsgemäss zusammengestellt ist und gültig über alle Punkte der Tagesordnung abstimmen kann, da alle vertretenen Aktionäre, nach Kenntnisnahme der Tagesordnung, bereit waren, ohne Einberufung hierüber abzustimmen.

Diese Liste, von den Mitgliedern des Büros und dem instrumentierenden Notar ne varietur unterzeichnet, bleibt zusammen mit den Vollmachten gegenwärtigem Protokolle, mit welchem sie einregistriert wird, als Anlage beigelegt.

II.- Dass die Tagesordnung dieser Generalversammlung folgende Punkte umfasst:

Neufassung der Satzung der Gesellschaft (wie in der Anlage zu der Vollmacht beschrieben).

Die Ausführungen des Vorsitzenden wurden einstimmig durch die Versammlung für richtig befunden und, nach Überprüfung der Richtigkeit der Versammlungsordnung, fasste die Versammlung nach vorheriger Beratung, einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Der Nennwert der Aktien wird aufgehoben.

Zweiter Beschluss

Es wird beschlossen eine massgebende englische Fassung der Satzung einzuführen.

Infolgedessen wird die Satzung der Gesellschaft in Zukunft folgenden Wortlaut haben:

Art. 1. Es besteht eine Aktiengesellschaft unter der Bezeichnung CREDIT SUISSE BOND FUND MANAGEMENT COMPANY.

Art. 2. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit gegründet.

Die Gesellschaft kann durch einen Beschluss der Aktionäre, welcher unter den Bedingungen der Satzungsänderungen, so wie in Artikel einundzwanzig dieser Satzung festgesetzt, gefasst wurde aufgelöst werden.

Art. 3. Zweck der Gesellschaft ist die Gründung und Verwaltung eines Investmentfonds mit dem Namen CREDIT SUISSE BOND FUND (LUX) (der «Fonds») und die Ausgabe von Zertifikaten und Bestätigungserklärungen welche das ungeteilte Eigentum daran nachweisen.

Die Gesellschaft wird alle Aktivitäten, in Luxemburg und im Ausland ausüben, welche die Verwaltung und die Förderung dieses Fonds betreffen und diesbezüglich eine oder mehrere Zweigstellen errichten. Für den Fonds kann sie Kontrakte abschliessen, Wertpapiere verkaufen, kaufen, tauschen und ausgeben, im Namen des Fonds oder im Namen von Drittpersonen, jedwede Eintragungen und Übertragungen tätigen im Aktien- oder Obligationsregister von luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaften, sowie im Namen des Fonds und der Anteilinhaber des Fonds alle Rechte und Privilegien, insbesondere das Stimmrecht ausüben bezüglich der Wertpapiere aus welchen die Aktiva der Gesellschaft bestehen. Die vorgenannten Befugnisse sind nicht als erschöpfend, sondern lediglich als erklärend zu betrachten.

Die Gesellschaft kann alle Massnahmen treffen und alle Tätigkeiten ausüben, welche direkt oder indirekt ihrem Gesellschaftszweck dienlich sind im Rahmen der Bestimmungen des Kapitels 14 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über die Investmentfonds.

Art. 4. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrats kann der Sitz jederzeit an einen anderen Ort in derselben Gemeinde verlegt werden. Zweigniederlassungen oder andere Büros können in Luxemburg oder im Ausland durch Beschluss des Verwaltungsrates errichtet werden.

Sollte der Verwaltungsrat feststellen, dass aussergewöhnliche politische Umstände eingetreten sind oder bevorstehen welche die Tätigkeit der Gesellschaft an ihrem Sitz behindern, oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland beeinträchtigen, so kann der Gesellschaftssitz, vorübergehend, bis zur endgültigen Wiederherstellung normaler Verhältnisse, ins Ausland verlegt werden, und zwar unter Beibehaltung der luxemburgischen Staatszugehörigkeit.

Art. 5. Das Aktienkapital beträgt dreihunderttausend (300.000,-) Schweizer Franken, eingeteilt in eintausendfünfhundert (1.500) Aktien ohne Nennwert, alle voll eingezahlt.

Die Aktien der Gesellschaft werden in Form von Namensaktien herausgegeben.

Am Sitz der Gesellschaft wird ein Aktienregister geführt. Dieses Register beinhaltet für jeden Aktionär seinen Namen, seinen Wohnsitz oder Aufenthaltsort, die Zahl der Aktien, den eingezahlten Betrag für jede Aktie und die Aktienübertragungen und das Datum solcher Übertragungen.

Die Übertragung einer Aktie wird getätigt durch eine schriftliche Übertragungserklärung welche ins Aktienregister eingetragen wird; diese Übertragung wird durch den Abtreter und den Übernehmer oder durch diejenigen Personen, welche diesbezüglich Vollmachten haben, datiert und unterzeichnet. Die Gesellschaft kann auch als Übertragungsbeweis andere Dokumente annehmen welche ihr ausreichend erscheinen.

Art. 6. Das Aktienkapital der Gesellschaft kann erhöht oder herabgesetzt werden, durch Beschluss der Generalversammlung, welcher wie bei Satzungsänderungen zu fassen ist gemäss Artikel einundzwanzig der Satzung.

Art. 7. Jede ordentlich einberufene Generalversammlung vertritt alle Aktionäre der Gesellschaft. Sie hat die weitestgehenden Befugnisse, um über die Angelegenheiten der Gesellschaft zu befinden.

Art. 8. Die ordentliche Generalversammlung findet am Sitz der Gesellschaft in Luxemburg, oder an einem anderen, in der Einberufung bestimmten Ort in der Gemeinde Luxemburg jeweils um 11.00 Uhr am zweiten Montag des Monats Mai eines jeden Jahres oder, wenn dieser Tag auf einen Feiertag fällt, am darauffolgenden Tag statt. Die ordentliche Generalversammlung kann jederzeit, nach definitivem und schlussentlichem Beschluss des Verwaltungsrats, falls besondere Umstände es erfordern, an einem beliebigen Ort einberufen werden.

Andere Generalversammlungen können an dem in den betreffenden Einberufungen angegebenen Ort und Zeitpunkt stattfinden.

Die Generalversammlung kann Zuschüsse, Reise- und Tagesspesen für alle Mitglieder des Verwaltungsrates festsetzen.

Art. 9. Das Quorum und die Fristen welche vom Gesetz vorgeschrieben sind regeln die Einberufung und den Ablauf der Generalversammlungen der Aktionäre der Gesellschaft, unter Vorbehalt dieser Bestimmungen.

Jede Aktie gibt Anrecht auf eine Stimme, unter Berücksichtigung der gesetzlichen Bestimmungen. Ein Aktionär kann an jeder Versammlung teilnehmen indem er einen Dritten als seinen Bevollmächtigten bezeichnet schriftlich, per Kabel, Telegramm, Telex oder Fax.

Falls nicht anders vom Gesetz verordnet, werden Beschlüsse auf einer ordnungsgemäss einberufenen Versammlung durch einfache Mehrheit aller ausgegebenen und stimmberechtigten Aktien gefasst.

Der Verwaltungsrat kann alle anderen Bedingungen festsetzen welche durch die Aktionäre erfüllt sein müssen um an einer Versammlung teilzunehmen.

Art. 10. Die Generalversammlung wird durch den Verwaltungsrat einberufen durch Einschreibebrief mit der Tagesordnung welcher mindestens acht Tage vor der Versammlung an die Aktionäre gesandt wird an ihre im Aktienregister vermerkte Adresse.

Wenn jedoch alle Aktionäre präsent oder vertreten sind auf der Versammlung und wenn sie feststellen dass über die Tagesordnung informiert sind, kann die Versammlung ohne Einberufung abgehalten werden.

Art. 11. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft besteht aus mindestens drei Mitgliedern, die nicht Aktionäre der Gesellschaft zu sein brauchen.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden ernannt durch die jährliche Versammlung der Aktionäre für einen Zeitraum bis zur nächsten Generalversammlung und bis zur Wahl ihrer Nachfolger; ein Verwaltungsratsmitglied kann jederzeit mit oder ohne Grund ersetzt werden durch einen Beschluss der Aktionäre.

Im Falle einer unbesetzten Stelle eines Postens als Verwaltungsratsmitglied durch Tod, Rücktritt oder sonstwie können die verbliebenen Mitglieder zusammenkommen und durch Mehrheitsbeschluss einen Nachfolger bestellen bis zur nächsten Versammlung.

Art. 12. Der Verwaltungsrat wählt aus dem Kreise seiner Mitglieder einen Vorsitzenden und einen oder mehrere stellvertretende Vize-Vorsitzenden. Er kann ebenfalls einen Sekretär ernennen, welcher nicht Verwaltungsratsmitglied sein muss, und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen aufsetzt. Der Verwaltungsrat tritt zusammen durch Einberufen des Präsidenten, oder zweier Verwaltungsratsmitglieder, an dem in der Einberufung angegebenen Ort.

Der Präsident steht allen Versammlungen vor, oder im Fall von Abwesenheit oder Unfähigkeit, der Vizepräsident oder ein anderes Verwaltungsratsmitglied, welches pro tempore vorstehen wird. Die Aktionäre können, durch Mehrheitsbeschluss einen anderen Angestellten oder eine andere Person bestimmen, welche pro tempore der Sitzung vorstehen wird.

Der Verwaltungsrat kann von Zeit zu Zeit Beamte der Gesellschaft, Generalverwalter und assistierende Generalverwalter, Sekretäre und Hilfssekretäre bestimmen welche für die Operationen und die Verwaltung der Gesellschaft zuständig sind welche nicht Verwaltungsratsmitglieder oder Aktionäre zu sein brauchen. Eine solche Bestimmung kann jederzeit vom Verwaltungsrat zurückgerufen werden. Die ernannten Beamten, falls nicht anders in der Satzung vorgesehen werden die Befugnisse und Aufgaben haben welche ihnen durch den Verwaltungsrat zuerteilt werden.

Eine Versammlung des Verwaltungsrates wird schriftlich einberufen oder per Kabel, Telegramm, Telex, Fax oder auf elektronischem Wege an alle Verwaltungsratsmitglieder wenigstens vierundzwanzig Stunden vor der Versammlung. Die Bekanntmachung enthält die Tagesordnung der Versammlung und kein anderer Punkt kann gültig auf der Versammlung beraten werden. Auf die Einberufung kann verzichtet werden durch schriftliche Einwilligung oder durch Kabel, Telegramm, Telex, Fax oder elektronischem Wege und jedes anwesende Verwaltungsratsmitglied ist erachtet darauf verzichtet zu haben. Eine separate Einberufung ist nicht notwendig für individuelle Sitzungen welche abgehalten werden nach einem Schema des Verwaltungsrates.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an jeder Sitzung des Verwaltungsrates teilnehmen, in dem es schriftlich, per Kabel, Telefax oder durch Telegramm oder durch Telex, ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates als seinen Bevollmächtigten ernannt. Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Sitzung des Verwaltungsrates per Telefon oder Video-Konferenzschaltung oder durch andere ähnliche Kommunikationsmittel teilnehmen, die es allen Personen erlaubt, die an der Sitzung teilnehmen, sich gegenseitig zu hören. Die Teilnahme an einer Sitzung durch diese Mittel gilt als persönliche Teilnahme an der Sitzung.

Eine Versammlung des Verwaltungsrates per Telefon oder Video-Konferenzschaltung an welcher ein Quorum des Verwaltungsrates teilnimmt ist bindend wie wenn alle persönlich anwesend gewesen wären, unter der Voraussetzung dass ein Protokoll unterzeichnet wird durch den Präsidenten der Versammlung.

Der Verwaltungsrat kann gültig beschliessen wenn mindestens die Mehrheit der Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Die Beschlüsse werden durch eine Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefasst. Die Mitglieder welche nicht persönlich anwesend sind oder vertreten sind können schriftlich abstimmen oder durch Kabel, Telegramm, Telex, Fax oder elektronischem Wege.

Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Rundbeschlüsse, die von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates unterzeichnet sind, sind genauso gültig und genauso bindend, wie wenn die Sitzung ordnungsgemäss einberufen und abgehalten worden wäre. Solche Unterschriften können auf einem einzelnen Dokument oder auf mehreren Kopien eines jeden Beschlusses erscheinen, und können per Brief, Telefax oder Telex bestätigt werden. Diese Beschlüsse treten in Kraft am Tage des Rundbeschlusses. Im Falle wo kein spezielles Datum vermerkt ist wird der Rundbeschluss gültig am Tag wo die letzte Unterschrift getätigt wird.

Beschlüsse welche durch andere elektronische Mittel gefasst werden wie e-mail, Telegramm oder Telex werden formalisiert durch den nachfolgenden Beschluss. Das Inkrafttreten des Beschlusses ist dann diejenige der letzten Genehmigung welche die Gesellschaft erhielt durch elektronische Mittel. Die Genehmigungen von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates werden dem Rundbeschluss beigefügt bleiben und einen integralen Bestandteil bilden welche die vorher gefassten Beschlüsse billigen.

Rundbeschlüsse können nur durch einstimmigen Beschluss aller Verwaltungsratsmitglieder gefasst werden.

Art. 13. Die Protokolle des Verwaltungsratsitzungen werden durch den Präsidenten unterzeichnet.

Kopien oder Auszüge dieser Urkunden welche zu gerichtlichen Zwecken gebraucht werden oder sonstwie werden durch den Präsidenten unterzeichnet oder den pro tempore Präsidenten oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder.

Art. 14. Die Verwaltungsratsmitglieder können nur an ordnungsgemäss einberufenen Sitzungen des Rates teilnehmen. Der Verwaltungsrat hat die Befugnis die Gesellschaftspolitik festzulegen und die Führung der Geschäfte der Gesellschaft. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft jedoch nicht durch ihre persönlichen Handlungen binden, ausser spezieller Erlaubnis des Rates.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse betreffend die laufende Geschäftsführung der Gesellschaft und die einem oder mehreren Verwaltern der Gesellschaft übertragen (delegiertes Verwaltungsratsmitglied) wenn die Generalversammlung es erlaubt hat.

Art. 15. Verträge und sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Firma werden nicht dadurch beeinträchtigt oder deshalb ungültig, dass ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrates oder leitende Angestellte der Gesellschaft an dieser anderen Gesellschaft, Firma oder anderen Körperschaft ein persönliches Interesse haben oder dort Mitglied des Verwaltungsrates, Aktionär, leitender oder sonstiger Angestellter sind.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates und jeder leitende Angestellte der Gesellschaft, der als Mitglied des Verwaltungsrates, leitender Angestellter oder einfacher Angestellter in einer Gesellschaft, Firma oder anderen Körperschaft ist, mit der die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, wird durch diese Verbindung mit der anderen Gesellschaft oder Unternehmung nicht daran gehindert, im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

Im Falle wo ein Verwalter oder Beamter der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einer Transaktion der Gesellschaft hat muss dieser Verwalter dem Verwaltungsrat sein persönliches Interesse kundtun und nicht über diese Angelegenheit abstimmen und von diesem persönlichen Interesse wird der nächsten Generalversammlung berichtet. Der Ausdruck «persönliches Interesse» wie vorher benutzt begreift nicht eine Beziehung oder ein Interesse eine Position oder ein Geschäft welches die Gesellschaft oder eine Filiale betrifft oder jede andere Gesellschaft welche der Verwaltungsrat zu jeder Zeit nach seinem Ermessen festsetzen kann.

Die Gesellschaft wird jedes Mitglied des Verwaltungsrates oder jeden leitenden Angestellten ebenso wie dessen Erben, Vollstreckungsbevollmächtigte und Verwalter von angemessenen Auslagen freihalten, die von ihm im Zusammenhang mit einer Klage, einer Rechtsverfolgungsmaßnahme oder einem Verfahren entstanden sind, an welchem er aufgrund seiner Stellung als Mitglied des Verwaltungsrates oder leitender Angestellter der Gesellschaft oder, auf seinen Antrag hin, auch einer anderen Gesellschaft, an der die Gesellschaft als Aktionär beteiligt ist, oder bei der die Gesellschaft Gläubiger ist und von der er keine Entschädigung erhält, beteiligt ist, außer in Fällen, in denen er auf Grund dieser Klagen, Rechtsverfolgungsmaßnahmen oder Verfahren wegen grob fahrlässigem oder fehlerhaftem Verhaltens endgültig verurteilt wird. Im Falle eines Vergleiches erfolgt eine Entschädigung nur im Zusammenhang mit den Sachen, die von dem Vergleich abgedeckt werden, und insofern der Gesellschaft von einem Rechtsberater bestätigt wird, dass die zu entschädigende Person keine Pflicht verletzt hat. Das vorstehende Recht auf Entschädigung schließt andere Ansprüche nicht aus.

Ausgaben in Verbindung mit der Vorbereitung und der Verteidigung bei einer Klage oder Prozess wie in diesem Artikel beschrieben können durch die Gesellschaft vorgeschoben werden vor einem endgültigen Urteil unter der Bedingung dass dieser Betrag zurückgezahlt werden muss wenn das Verwaltungsratsmitglied nicht berechtigt ist zu einer Entschädigung gemäss diesem Artikel.

Art. 16. Die Gesellschaft ist rechtskräftig verpflichtet durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern, Beamten oder anderer Personen, welche vom Verwaltungsrat hierzu delegiert wurden.

Art. 17. Die Geschäfte der Gesellschaft, begreifend insbesondere ihre Bücher und Steuerangelegenheiten oder andere Berichte welche das Luxemburger Gesetz verlangt, unterliegen der Überwachung durch einen Wirtschaftsprüfer («réviseur d'entreprises»). Derselbe wird durch die jährliche Generalversammlung bestimmt für eine Periode bis zur nächsten Generalversammlung und bis zur Wahl seines Nachfolgers.

Der Wirtschaftsprüfer kann jederzeit durch die Aktionäre abberufen werden mit oder ohne Grund.

Art. 18. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreissigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 19. Vom dem jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden fünf (5%) Prozent dem gesetzlichen Reservefonds zugeführt. Diese Speisung ist nicht mehr erforderlich sobald und solange die Reserve zehn (10%) Prozent des Gesellschaftskapitals ausmacht.

Die jährliche Versammlung bestimmt wie der Restbetrag des Gewinns verteilt wird und kann alleine Dividenden festlegen wie sie es in ihrem Ermessen für gut befindet für die Gesellschaftspolitik.

Interimdividende kann gemäss dem Luxemburger Gesetz ausgezahlt werden.

Art. 20. Wird die Gesellschaft aufgelöst, so wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren (welche physische Personen oder Körperschaften sein können) durchgeführt. Die Generalversammlung bestimmt die Liquidatoren und setzt deren Vergütung fest.

Art. 21. Die Satzung kann jederzeit durch eine Generalversammlung abgeändert werden unter den luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen betreffend das Quorum und das Stimmrecht.

Art. 22. Für sämtliche Punkte, welche in dieser Satzung nicht geregelt sind, wird auf das Gesetz vom zehnten August neunzehnhundertfünfzehn über die Handelsgesellschaften und das Gesetz über Investmentfonds verwiesen.

Da die Tagesordnung erschöpft ist, erklärte der Vorsitzende die Versammlung um zehn Uhr dreissig für geschlossen.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnete Notar, welcher der englischen Sprache mächtig ist, bestätigt hiermit, dass der Text der vorliegenden Satzung auf Wunsch der Parteien in Englisch abgefasst ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; er bestätigt weiterhin, dass es der Wunsch der Parteien ist, dass im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text der englische Text Vorrang hat.

Und nach Vorlesung alles Vorhergehenden an die Komparenten, haben dieselben mit Uns Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: G. Trichies, J. Siebenaller, D. Breger, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2003, vol. 140S, fol. 36, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 septembre 2003.

A. Schwachtgen.

(054552.3/230/460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2003.

IMMOBILIERE GRAND-DUCALE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 39.899.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 4 septembre 2003, réf. LSO-AI00969, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 avril 2003.

Le Conseil d'Administration

Signature

(054366.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

GLOBE STAR INCORPORATION S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 10, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 67.439.

Extrait du Procès-Verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 20 décembre 2002

Le Conseil d'Administration accepte la démission de Monsieur François Dereme de son poste d'administrateur avec effet au 20 décembre 2002. Quitus pour son mandat lui sera donné lors de la prochaine assemblée générale ordinaire.

Le Conseil nomme en remplacement Monsieur Philippe De Castellane, employé privé, demeurant à Luxembourg.

Sa nomination sera ratifiée lors de la prochaine assemblée générale ordinaire.

Pour copie conforme

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 13 juin 2003, réf. LSO-AF03111. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054367.3/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

O.C.A. BETEILIGUNG A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 10, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 75.445.

Extrait du Procès-Verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 6 novembre 2002

Le Conseil d'Administration accepte la démission de Monsieur Marc Collard de son poste d'administrateur avec effet au 6 novembre 2002. Quitus pour son mandat lui sera donné lors de la prochaine assemblée générale ordinaire.

Le Conseil nomme en remplacement Monsieur José Mouzon, employé privé, demeurant à Luxembourg.

Sa nomination sera ratifiée lors de la prochaine assemblée générale ordinaire.

Pour copie conforme

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 11 juillet 2003, réf. LSO-AG03247. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054371.3/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

L.H.I., LUSO HISPANIC INVESTMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.

R. C. Luxembourg B 35.601.

Les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2002, enregistrés à Luxembourg, le 4 septembre 2003, réf. LSO-AI00704, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

Les comptes annuels au 31 décembre 2002, enregistrés à Luxembourg, le 4 septembre 2003, réf. LSO-AI00704, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

AFFECTATION DU RESULTAT RELATIVE AUX COMPTES ARRETES AU 31 DECEMBRE 2002

- Résultat de l'exercice	991.167,- EUR
- Résultats reportés	3.582.262,- EUR
- Affectation à la réserve légale	- 49.558,- EUR
- Acompte sur dividende	- 600.414,- EUR
- Dividende final	- 344.500,- EUR
- Report à nouveau	<u>3.578.957,- EUR</u>

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 septembre 2003.

Signature.

(054370.3//19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

SONOCO LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-9519 Wiltz, 2, route d'Ettelbruck.

R. C. Luxembourg B 80.610.

In the year two thousand and three, on the sixteenth day of April.

Before Maître Jean Seckler, notary residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg, in place of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, currently prevented, who will guard the original of the present deed.

Was held:

an Extraordinary General Meeting of shareholders of SONOCO LUXEMBOURG, S.à r.l., a société à responsabilité limitée (hereafter: the «Company») having its registered office at 2, route d'Ettelbruck, L-9519 Wiltz, registered with the trade register in Luxembourg under number B 80.610, incorporated pursuant to a notarial deed of demerger of 27 December 2000, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 779, dated 19 September 2001.

The Articles of Incorporation of the Company have been amended for the last time pursuant to a notarial deed of Maître Paul Bettingen of 19 March 2003, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The meeting was opened with Mr Patrick Van Hees, jurist, residing at Messancy, Belgium, in the chair, who appointed as secretary and the meeting elected as scrutineer Mr Hubert Janssen, jurist, residing at Torgny-Rouvroy, Belgium.

The board of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the meeting is the restatement and, where necessary, correction of the changes in the articles of association relative to the share capital of the Company that have been adopted since 27 December, 2000.

II. That the shareholder represented, the proxy of the represented shareholder and the number of its shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the proxy of the represented shareholder and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities. The proxy of the represented shareholder will also remain annexed to the present deed after being initialled ne varietur by the parties appearing.

III. That the whole corporate capital being represented at the present meeting and the shareholder represented declaring that it has had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV. That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

The Chairman then stated that after the formation of the Company its sole shareholder inter alia adopted the following changes to the Company's share capital:

On 27 December 2000, by deed adopted before Maître Joseph Elvinger, registered in Luxembourg but not published in Mémorial C, the share capital of the company was increased by EUR 9,450,000.- (nine million four hundred and fifty thousand Euros);

(i) On 11 July 2001, by deed adopted before Maître Jean-Joseph Wagner, registered in Esch-sur-Alzette A.C. on 16 July 2001, volume 861, folio 21, case 1 and published in the Mémorial C numéro 1210 of 14 August 2002, amended through a corrective deed adopted before Maître Jean-Joseph Wagner on 25 September 2002, registered in Esch-sur-Alzette A.C., on 25 September 2002, volume 871, folio 56, case 2 and published in the Mémorial C number 1504 of 17 October 2002, the share capital of the Company was increased by EUR 1,000.- (one thousand Euro).

That due to material errors the minutes of the extraordinary general meetings of 11 July 2001 and 25 September 2002 indicate that the Company's share capital was being increased from EUR 115,674,000.- (one hundred and fifteen million six hundred and seventy-four thousand) to EUR 115,675,000.- (one hundred and fifteen million six hundred and

seventy-five thousand), while they should in reality have stated that the Company's share capital was being increased from EUR 125,124,000.- (one hundred and twenty-five million one hundred and twenty-four thousand Euro) to EUR 125,125,000.- (one hundred and twenty-five million one hundred and twenty-five thousand Euro).

That the deeds of 11 July 2001 and 25 September 2002 must therefore be rectified through the statement that the Company's share capital was being increased from EUR 125,124,000.- (one hundred and twenty-five million one hundred and twenty-four thousand Euro) to EUR 125,125,000.- (one hundred and twenty-five million one hundred and twenty-five thousand Euro) and the statement that the first sentence of article six (6) of the articles of association was to be changed as set out in the resolution below.

Then the general meeting, after deliberation, unanimously adopted the following resolution:

Sole resolution

It is resolved to rectify the deeds of 11 July 2001 and 25 September 2002 through the statement that the Company's share capital was being increased from EUR 125,124,000.- (one hundred and twenty-five million one hundred and twenty-four thousand Euro) to EUR 125,125,000.- (one hundred and twenty-five million one hundred and twenty-five thousand Euro) and the statement that the first sentence of article six (6) of the articles of association is to be changed into:

«**Art. 6. First sentence.** The Company's capital is fixed at one hundred and twenty-five million one hundred and twenty-five thousand euro (EUR 125,125,000.-) represented by one hundred and twenty-five thousand one hundred and twenty-five (125,125) shares with a par value of one thousand euro (EUR 1,000.-) each.»

There being no further business before the meeting, it was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

Version française:

L'an deux mille trois, le seize avril.

Par devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, en remplacement de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, actuellement empêché, lequel aura la garde de la présente minute.

S'est tenue:

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de SONOCO LUXEMBOURG, S.à r.l., une société à responsabilité limitée (ci-après: la «Société») ayant son siège social 2, route d'Ettelbruck, L-9519 Wiltz, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 80.610, issue d'un acte de scission de société, reçu sous forme d'un acte notarié, en date du 27 décembre 2000, publié au Mémorial C numéro 779 du 19 septembre 2001.

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par un acte notarié de Maître Paul Bettingen du 19 mars 2003, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'assemblée s'est ouverte sous la présidence de Monsieur Patrick Van Hees, juriste, demeurant à Messancy, Belgique

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Hubert Janssen, juriste, demeurant à Torgny-Rouvroy, Belgique.

Le bureau de l'assemblée ayant ainsi été constitué, le président déclare et a requis le notaire instrumentant de dresser acte:

I. Que l'ordre du jour de l'assemblée est la réitération et, où nécessaire, rectification des changements relatifs à son capital social des statuts de la Société adoptés depuis le 27 décembre 2000.

II. Que l'actionnaire représenté, le mandataire de l'actionnaire représenté et le nombre d'actions sont indiqués sur la liste de présence, laquelle liste de présence, signée par le mandataire de l'actionnaire représenté et le bureau de l'assemblée, restera annexée au présent acte pour être enregistré simultanément auprès des autorités d'enregistrement. Le pouvoir de l'actionnaire représenté restera également annexé au présent acte après avoir été paraphé ne varietur par les comparants.

III. Que l'intégralité du capital social étant représentée à la présente assemblée et l'actionnaire représenté déclarant qu'il a été dûment convoqué et été informé de l'ordre du jour préalablement à l'assemblée, des convocations ne sont pas nécessaires.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les objets inscrits à l'ordre du jour.

Le président déclare alors qu'après la fondation de la Société son actionnaire unique a notamment adopté les modifications suivantes du capital de la Société:

(i) Le 27 Décembre 2000, par acte adopté par-devant Maître Joseph Elvinger, enregistré à Luxembourg mais pas publié au Mémorial C, le capital de la Société a été augmenté de EUR 9.450.000,- (neuf millions quatre cent cinquante mille euros);

(ii) Le 11 juillet 2001, par acte adopté par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, enregistré à Esch-sur-Alzette A.C. le 16 juillet 2001, volume 861, folio 21, et publié au Mémorial C numéro 1210 du 14 août 2002, modifié par un acte adopté par-devant Maître Jean-Joseph Wagner le 25 septembre 2002, enregistré à Esch-sur-Alzette A.C. le 25 septem-

bre 2002, volume 871, folio 56, case 2 et Publié au Mémorial C numéro 1504 du 17 octobre 2002, le capital de la Société a été augmenté de EUR 1.000,- (mille euros).

Que par suite d'erreurs matérielles les procès-verbaux des assemblées générales extraordinaires des 11 juillet 2001 et 25 septembre 2002 indiquent que le capital de la Société était augmenté de 115.674.000,- (cent-quinze millions six cent septante-quatre mille) à EUR 115.675.000,- (cent-quinze millions six cent septante cinq mille), alors qu'en réalité ils auraient dû déclarer que le capital de la Société était augmenté de EUR 125.124.000,- (cent vingt-cinq millions cent vingt-quatre mille euros) à EUR 125.125.000,- (cent vingt-cinq millions cent vingt-cinq mille euros).

Que les actes des 11 juillet 2001 et 25 septembre 2002 sont par conséquent à rectifier par la déclaration que le capital de la Société était augmenté de EUR 125.124.000,- (cent vingt-cinq millions cent vingt-quatre mille euros) à EUR 125.125.000,- (cent vingt-cinq millions cent vingt-cinq mille euros) et la déclaration que la première phrase de l'article six (6) des statuts est à modifier comme énoncé dans la résolution ci-dessous.

Puis l'assemblée générale, après délibération, a adopté à l'unanimité la résolution suivante:

Résolution unique

Les actes des 11 juillet 2001 et 25 septembre 2002 sont rectifiés par la déclaration que le capital de la Société a été augmenté de EUR 125.124.000,- (cent vingt-cinq millions cent vingt-quatre mille euros) à EUR 125.125.000,- (cent vingt-cinq millions cent vingt-cinq mille euros) et la déclaration que la première phrase de l'article six (6) des statuts est à modifier comme suit:

«**Art. 6. 1^{ère} phrase.** Le capital social de la Société est fixé à cent vingt-cinq millions cent vingt-cinq mille euros (EUR 125.125.000,-) représenté par cent vingt-cinq mille cent vingt-cinq (125.125) parts sociales, d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune.»

Dans la mesure où il n'y a plus d'autre objet à l'ordre du jour, l'assemblée est alors close.

Dont le présent acte notarié a été rédigé à Luxembourg, le jour indiqué en tête du présent acte.

Cet acte ayant été lu aux comparants, ils ont signé conjointement avec nous, notaire, le présent acte original.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais déclare qu'à la requête des comparants ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française. A la requête des même comparants et en case de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Signé: P. Van Hees, H. Janssen, J. Seckler.

Enregistré à Luxembourg, le 22 avril 2003, vol. 138S, fol. 83, case 2.- Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mai 2003.

J. Elvinger.

(054147.3/211/140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

EL 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 10, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 79.600.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 6 novembre 2002

Le Conseil d'Administration accepte la démission de Monsieur Marc Collard de son poste d'administrateur avec effet au 6 novembre 2002. Quitus pour son mandat lui sera donné lors de la prochaine assemblée générale ordinaire.

Le Conseil nomme en remplacement Monsieur José Mouzon, employé privé, demeurant à Luxembourg. Sa nomination sera ratifiée lors de la prochaine assemblée générale ordinaire.

Pour copie conforme

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 11 juillet 2003, réf. LSO-AG03261. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054372.3/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

ALSGARD, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R. C. Luxembourg B 64.290.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 4 septembre 2003, réf. LSO-AI01091, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 septembre 2003.

Pour réquisition

Signature

Un mandataire

(054401.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

EASTERN INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 10, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 78.491.

—
Extrait du Procès-Verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 6 novembre 2002

Le Conseil d'Administration accepte la démission de Monsieur Marc Collard de son poste d'administrateur avec effet au 6 novembre 2002. Quitus pour son mandat lui sera donné lors de la prochaine assemblée générale ordinaire.

Le Conseil nomme en remplacement Monsieur José Mouzon, employé privé, demeurant à Luxembourg.

Sa nomination sera ratifiée lors de la prochaine assemblée générale ordinaire.

Pour copie conforme

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 11 juillet 2003, réf. LSO-AG03252. – Reçu 14 euros.

Le Releveur (signé): D. Hartmann.

(054373.3/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

S.C.I. PLEK, Société Civile Immobilière Familiale.

Siège social: L-4996 Schouweiler, 2, rue du IX Septembre.
R. C. Luxembourg E 89.

—
L'an deux mille trois, le trente et un juillet.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg,

Ont comparu:

1) Monsieur Jean-Pierre Henri dit Pierrick Guillou, restaurateur, né à Nantes (France) le 20 juin 1945, et son épouse Madame Lysiane Abeline Germaine Robert, sans état particulier, née à Tours (France) le 29 avril 1951, demeurant ensemble à L-4996 Schouweiler, 19, rue de la Résistance,

mariés sous le régime de la communauté légale de biens aux termes d'une convention matrimoniale reçue par le notaire instrumentaire en date du 24 avril 1997,

2) Mademoiselle Katell Guillou, employée privée, née à Bastogne, Belgique, le 15 décembre 1972, demeurant à L-4996 Schouweiler, 19, rue de la Résistance,

ici représentée par Monsieur Jean-Pierre Henri dit Pierrick Guillou, préqualifié,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, en date du 25 juillet 2003.

Laquelle procuration, après signature ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps.

Lesquels comparants, ès-qualités qu'ils agissent, ont requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Que les comparants sont les seuls sociétaires de la société civile immobilière familiale S.C.I. PLEK, ayant son siège social à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 9 juin 2003, publié au Recueil du Mémorial C n° 709 du 4 juillet 2003.

- Le fonds social est représenté par mille (1.000) parts d'intérêt d'une valeur nominale d'un (1,-) euro chacune.

- Les sociétaires décident d'augmenter le capital social à concurrence de cinq cent vingt-trois mille (523.000,-) euros pour le porter de son montant actuel de mille (1.000,-) euros à cinq cent vingt-quatre mille (524.000,-) euros par la création et l'émission de cinq cent vingt-trois mille (523.000) nouvelles parts d'intérêt d'une valeur nominale d'un (1,-) euro chacune.

Ces nouvelles parts d'intérêt ont été souscrites de la manière suivante:

- cinq cent vingt-trois (523) parts d'intérêt par Mademoiselle Katell Guillou, préqualifiée,

- cinq cent vingt-deux mille quatre cent soixante-dix-sept (522.477) parts d'intérêt par Monsieur Jean-Pierre Henri dit Pierrick Guillou et son épouse Madame Lysiane Abeline Germaine Robert, préqualifiés.

Elles ont été intégralement libérées de la façon suivante:

a) pour Mademoiselle Katell Guillou, préqualifiée, par un apport en espèces d'un montant de cinq cent vingt-trois (523,-) euros;

b) pour Monsieur Jean-Pierre Henri dit Pierrick Guillou et son épouse Madame Lysiane Abeline Germaine Robert:

- par un apport en espèces d'un montant de quatre cent soixante-dix-sept (477,-) euros;

Les apports libérés en espèces ont été mis à la disposition de la société, ainsi que les sociétaires le reconnaissent.

- pour le surplus de leur contribution par l'apport de l'immeuble ci-après décrit:

Désignation

Une maison de commerce avec toutes ses appartenances et dépendances sise à Schouweiler, 2, rue du IX Septembre et inscrite au cadastre comme suit:

Commune de Dippach, section D de Schouweiler, Numéro 517/2920, lieu-dit «Schouweiler», maison, place, contenant 26 ares 50 centiares.

Estimation

L'immeuble ci-dessus décrit est estimé à un montant principal de quatre cent cinquante-trois mille neuf cent treize euros quatre cents (453.913,04) augmenté de 15% de TVA soit soixante-huit mille quatre-vingt-six euros quatre-vingt-seize cents (68.086,96), soit un montant total de cinq cent vingt-deux mille (522.000,-) euros.

La société déclare opter pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée en matière immobilière.

Origine de propriété

L'immeuble a été acquis par les époux Jean-Pierre Guillou-Robert suivant un acte de vente reçu par le notaire instrumentaire en date du 30 juillet 1998, transcrit au deuxième bureau des hypothèques de et à Luxembourg, le 20 août 1998, volume 1148, numéro 48.

Suite à l'augmentation de capital qui précède, il y a lieu de modifier l'article cinq des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 5.** Il existe cinq cent vingt-quatre mille (524.000) parts d'intérêt d'une valeur nominale d'un (1,-) euro chacune attribuées comme suit à chacun des sociétaires en fonction de son apport:

1) Monsieur Jean-Pierre Henri dit Pierrick Guillou, et son épouse Lysiane Abeline Germaine Robert, préqualifiés, en tant que partiaires de la communauté légale de biens existant entre eux, cinq cent vingt-trois mille quatre cent soixante-seize parts d'intérêt.	523.476
2) Mademoiselle Katell Guillou, préqualifiée, cinq cent vingt-quatre parts d'intérêt.	524
Total: cinq cent vingt-quatre mille parts d'intérêt.	<u>524.000</u>

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous, Notaire, la présente minute.

Signé: P. Guillou, L. Robert, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 11 août 2003, vol. 930B, fol. 28, case 5. – Reçu 2.615 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 août 2003.

A. Schwachtgen.

(054458.3/230/71) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2003.

S.C.I. PLEK, Société Civile Immobilière Familiale.

Siège social: L-4996 Schouweiler, 2, rue du IX Septembre.

R. C. Luxembourg E 89.

L'an deux mille trois, le trente et un juillet.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg,

Ont comparu:

1) Monsieur Jean-Pierre Henri dit Pierrick Guillou, restaurateur, né à Nantes (France) le 20 juin 1945, et son épouse Madame Lysiane Abeline Germaine Robert, sans état particulier, née à Tours (France) le 29 avril 1951, demeurant ensemble à L-4996 Schouweiler, 19, rue de la Résistance,

mariés sous le régime de la communauté légale de biens aux termes d'une convention matrimoniale reçue par le notaire instrumentaire en date du 24 avril 1997,

2) Mademoiselle Katell Guillou, employée privée, née à Bastogne, Belgique, le 15 décembre 1972, demeurant à L-4996 Schouweiler, 19, rue de la Résistance,

ici représentée par Monsieur Jean-Pierre Henri dit Pierrick Guillou, préqualifié,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, en date du 25 juillet 2003.

Laquelle procuration, après signature ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps.

Lesquels comparants, ès-qualités qu'ils agissent, ont requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Que les comparants sont les seuls associés de la société civile immobilière familiale S.C.I. PLEK, ayant son siège social à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 9 juin 2003, publié au Recueil du Mémorial C n° 709 du 4 juillet 2003.

Les statuts de ladite société ont été modifiés par un acte du notaire instrumentaire en date de ce jour.

- Le fonds social est représenté par cinq cent vingt-quatre mille (524.000) parts d'intérêt d'une valeur nominale d'un (1,-) euro chacune.

Monsieur Jean-Pierre Henri dit Pierrick Guillou, et son épouse Lysiane Abeline Germaine Robert, préqualifiés, ici présents, cèdent cent vingt-quatre mille quatre cent soixante-seize (124.476) parts d'intérêt qu'ils possèdent dans la société à Mademoiselle Katell Guillou, préqualifiée, pour un prix de cent vingt-quatre mille quatre cent soixante-seize (124.476) euros, ce dont quittance.

Cette cession a été effectuée de l'accord de tous les sociétaires et, pour autant que de besoin, acceptée pour la société par ses gérants.

- Suite à la cession qui précède, la répartition des parts d'intérêt est désormais la suivante et le deuxième alinéa de l'article 5 des statuts est modifié en conséquence:

«Les parts d'intérêt sont réparties comme suit:

1) Monsieur Jean-Pierre Henri dit Pierrick Guillou, et son épouse Lysiane Abeline Germaine Robert, préqualifiés, en tant que partiaires de la communauté légale de biens existant entre eux, trois cent quatre-vingt-dix-neuf mille parts d'intérêt.	399.000
2) Mademoiselle Katell Guillou, préqualifiée, cent vingt-cinq mille parts d'intérêt.	125.000
Total: cinq cent vingt-quatre mille parts d'intérêt.	<u>524.000</u>

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous, Notaire, la présente minute.

Signé: P. Guillou, L. Robert, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 11 août 2003, vol. 18CS, fol. 44, case 2. – Reçu 7.468,56 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 août 2003.

A. Schwachtgen.

(054460.3/230/49) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2003.

S.C.I. PLEK, Société Civile Immobilière Familiale.

Siège social: L-4996 Schouweiler, 2, rue du IX Septembre.

R. C. Luxembourg E 89.

Statuts coordonnés suivant les actes n° 982 du 31 juillet 2003 et n° 983 du 31 juillet 2003, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(054461.3/230/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2003.

ALTONA GESTION S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 10, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 80.462.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire qui s'est tenue le 5 mai 2003

Le mandat des administrateurs venant à expiration avec la présente assemblée, celle-ci décide de renouveler le mandat des administrateurs pour une période de un an.

Leurs mandats prendront fin lors de l'assemblée générale ordinaire de l'an 2004.

Pour copie conforme

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 11 juillet 2003, réf. LSO-AG03235. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054374.3/000/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

EUROPEAN MARKETING GROUP (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 7, rue Pierre d'Aspelt.

R. C. Luxembourg B 16.575.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de la société qui s'est tenue en date du 2 avril 2003 au siège social

L'assemblée par un vote spécial donne décharge aux administrateurs, à Messieurs Raymond Jonkers et Michel Carlier, qui ont remis leur démission le 19 février 2002, et au commissaire de leur mandat au cours de l'exercice écoulé.

La décharge est accordée à l'unanimité.

Aucun mandat d'administrateur ni de commissaire ne vient à échéance à l'issue de la présente assemblée.

L'assemblée prend acte de la démission avec effet au 18 février 2003 de Monsieur Alain Vervaeet, Administrateur et Président, demeurant à Waarschoot, Sparrenstraat 7, et décide, à l'unanimité, de ratifier la décision du Conseil du 18 février 2003 de pourvoir au remplacement en tant qu'Administrateur de Monsieur A. Vervaeet par la nomination de Monsieur Jean Paul Cames, demeurant à Bridel, Impasse Michel Kieffer, 16, qui a accepté. Ce mandat viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale appelée à approuver les comptes de l'exercice 2003. Monsieur Jan Ingelbrecht a été nommé Président du Conseil d'Administration en remplacement de Monsieur Vervaeet.

Pour extrait conforme

J. S. Cornelis / J. Ingelbrecht

Administrateur-Délégué / Président

Enregistré à Luxembourg, le 5 septembre 2003, réf. LSO-AI01077. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054501.3/806/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2003.

INDUSTRIAL PERFORMANCE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 33, allée Scheffer.
R. C. Luxembourg B 42.254.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille trois, le vingt-sept août.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

UP TO DATE Inc., une société avec siège social à Alofi Suites 21, Maluaga, Niue, ici représentée par Maître Jean-Paul Kill, avocat à la Cour, avec adresse professionnelle au 22, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg,

en vertu d'une procuration donnée le 11 juin 2003.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire restera annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante a, par son mandataire, prié le notaire d'acter que:

- La société anonyme INDUSTRIAL PERFORMANCE HOLDING S.A., R.C. Luxembourg B 42.254, dénommée ci-après «la Société», fut constituée suivant acte reçu par Maître Christine Doerner, notaire de résidence à Bettembourg, en date du 26 novembre 1992, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 99 du 3 mars 1993.

Les statuts de ladite société ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 2 mai 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1115 du 22 juillet 2002.

- La Société a actuellement un capital social de cinq millions d'euros (EUR 5.000.000,-), divisé en cinq mille (5.000) actions d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune, entièrement souscrites et intégralement libérées.

- La comparante s'est rendue successivement propriétaire de la totalité des actions de la Société.

- Par la présente la comparante en tant qu'actionnaire unique prononce la dissolution de la Société avec effet immédiat.

- La comparante déclare qu'elle a pleine connaissance des statuts de la Société et qu'elle connaît parfaitement la situation financière de la Société.

- La comparante en sa qualité de liquidateur de la Société déclare que l'activité de la Société a cessé, que le passif connu de ladite Société a été payé ou provisionné, que l'actionnaire unique est investi de tout l'actif et qu'il s'engage expressément à prendre à sa charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la Société et impayé ou inconnu à ce jour avant tout paiement à sa personne; partant la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée.

- L'actionnaire unique donne décharge pleine et entière aux administrateurs et au commissaire pour leurs mandats jusqu'à ce jour.

- Les documents et pièces relatifs à la Société dissoute resteront conservés durant cinq ans au 22, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Sur ce, le mandataire de la comparante a présenté au notaire vingt certificats d'actions toutes au porteur lesquels ont été immédiatement lacérés.

Sur base de ces faits le notaire a constaté la dissolution de la société INDUSTRIAL PERFORMANCE HOLDING S.A.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé avec Nous, Notaire, la présente minute.

Signé: J-P. Kill, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} septembre 2003, vol. 140S, fol. 40, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 septembre 2003.

A. Schwachtgen.

(054497.3/230/50) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2003.

VINKELBERG COMPANY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.
R. C. Luxembourg B 59.939.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 4 septembre 2003, réf. LSO-AI01028, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 septembre 2003.

Pour réquisition

Signature

Un mandataire

(054412.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

GIA GLOBAL INVESTMENT ACTIVITY S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-2763 Luxemburg, 12, rue Sainte Zithe.
H. R. Luxemburg B 38.673.

AUFLÖSUNG

Im Jahre zweitausenddrei, den siebenundzwanzigsten August.

Vor dem unterzeichneten Notar Maître André Jean-Joseph Schwachtgen, mit Amtssitz in Luxemburg.

Ist erschienen

UP TO DATE Inc., eine Gesellschaft mit Sitz in Alofi Suites 21, Maluaga, Niue,
hier vertreten durch Herrn Jean-Paul Kill, Rechtsanwalt, mit Berufsanschrift in 22, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg,

aufgrund einer Vollmacht gegeben am 11. Juni 2003.

Welche Vollmacht nach ne varietur Unterzeichnung durch den Bevollmächtigten und den unterfertigten Notar gegenwärtiger Urkunde beigefügt bleibt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Welche Komparentin, vertreten wie vorgenannt, den instrumentierenden Notar ersucht hat folgendes zu beurkunden:

- Die Komparentin ist alleiniger Besitzer aller Anteile der Gesellschaft mit beschränkter Haftung GIA GLOBAL INVESTMENT ACTIVITY S.A., mit Sitz in Luxemburg, R. C. Luxemburg B 38.673, gegründet unter der Bezeichnung GRASETTO FINANCE (HOLDING) INTAL durch eine Urkunde aufgenommen durch Notar Gérard Lecuit, mit dem damaligen Amtssitz in Mersch, am 3. November 1991, welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 183 vom 6. Mai 1992 veröffentlicht wurde.

Die Satzung der Gesellschaft wurde mehrmals abgeändert und zuletzt durch eine Urkunde aufgenommen durch den instrumentierenden Notar, am 9. April 2003, welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 474 vom 2. Mai 2003 veröffentlicht wurde.

- Das Gesellschaftskapital ist festgesetzt auf vierhundertfünfneunzigtausendsiebenhundertsiebenundachtzig Euro und fünf Cent (EUR 495.787,05), eingeteilt in zwanzigtausend (20.000) Aktien ohne Nennwert, alle voll gezeichnet und eingezahlt.

- Die Komparentin ist Besitzerin aller Aktien der Gesellschaft geworden.

- Andurch erklärt die Komparentin als einzige Aktionärin die vorzeitige Auflösung der Gesellschaft mit sofortiger Wirkung.

- Die einzige Aktionärin erklärt, dass sie genaue Kenntnis der Satzung sowie der Finanzlage der Gesellschaft besitzt.

- Die einzige Aktionärin erklärt, in ihrer Eigenschaft als Liquidator der Gesellschaft, dass die Aktivität der Gesellschaft aufgehört hat, dass die bekannte Passiva der Gesellschaft bezahlt oder gedeckt wurden und dass sie sich ausdrücklich dazu verpflichtet, alle Passiva welche eventuell noch zu Lasten der Gesellschaft bestehen und noch unbezahlt oder unbekannt bis zum heutigen Tage sind zu übernehmen, bevor irgendwelche Zuteilung der Aktiva an ihre Person als einzige Gesellschafterin getätigt wird; mithin ist die Liquidation der Gesellschaft als getan und abgeschlossen zu betrachten.

- Die einzige Aktionärin erteilt dem Verwaltungsrat und dem Kommissar Entlastung für die Ausübung ihrer Mandate bis zum heutigen Tage.

Die betreffenden Dokumente der aufgelösten Gesellschaft werden während einer Dauer von fünf Jahren in 22, boulevard de la Foire, L-1528 Luxemburg aufbewahrt.

Worauf der Bevollmächtigte der Komparentin dem unterfertigten Notar vier Inhabertifikate vorgelegt hat welche sofort zerstört wurden.

Somit hat der instrumentierende Notar die endgültige Auflösung der Gesellschaft GIA GLOBAL INVESTMENT ACTIVITY S.A. festgestellt.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorherstehenden an den Bevollmächtigten der Komparentin, hat derselbe mit Uns, Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: J.-P. Kill, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} septembre 2003, vol. 140S fol. 40, case 11. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 septembre 2003.

A. Schwachtgen.

(054515.3/230/54) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2003.

CS PRIVATE UNIVERSE MANAGEMENT COMPANY, Société Anonyme.

Registered office: L-2180 Luxemburg, 5, rue Jean Monnet.
R. C. Luxemburg B 85.398.

In the year two thousand and three, on the twenty-sixth of August.

Before Us Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the corporation established in Luxembourg under the denomination of CS PRIVATE UNIVERSE MANAGEMENT COMPANY, R.C. B Number 85 398, incorporated pursuant to a deed of Maître Reginald Neuman, then notary residing in Luxembourg, dated December 18, 2001, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Number 188 of February 2, 2002.

The meeting begins at twelve Mr Germain Trichies, Director, CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A., with professional address at L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet, being in the Chair.

The Chairman appoints as secretary of the meeting Mrs Jacqueline Siebenaller, Vice-President, CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A., with professional address at L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

The meeting elects as scrutineer Mr Daniel Breger, mandatory, CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A., with professional address at L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

The Chairman then states that:

I.- It appears from an attendance list established and certified by the members of the Bureau that the five hundred (500) shares with no par value, representing the entire corporate capital of two hundred and fifty thousand (250,000) Swiss francs are duly represented at this meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on its agenda, hereinafter reproduced, without prior notice, all the shareholders represented having agreed to meet after examination of the agenda.

The attendance list, signed by the members of the bureau and the notary, shall remain attached to the present deed, together with the proxies, and shall be filed at the same time with the registration authorities.

II.- The agenda of the meeting is worded as follows:

Resetting of the Articles of Incorporation of the company (as described in the attachment to the proxy).

After approval of the statement of the Chairman and having verified that it was regularly constituted, the meeting passed, after deliberation, the following resolution by unanimous vote:

First resolution

It is resolved to introduce a prevailing English version of the Articles of Incorporation and to proceed to a total re-statement.

Consequently, the Articles of Incorporation of the Corporation shall henceforth read as follows:

Art. 1. There exists a corporation under Luxembourg Law in the form of a société anonyme under the name of CS PRIVATE UNIVERSE MANAGEMENT COMPANY.

Art. 2. The Corporation is established for an unlimited period.

The Corporation may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation, as prescribed in Article twenty-one hereof.

Art. 3. The purpose of the Corporation is the creation, administration and management of a mutual investment fund known as CS PRIVATE UNIVERSE (LUX) (the «Fund») and the issue of certificates or statements of confirmation evidencing undivided co-proprietorship interests therein.

The Corporation shall manage any activities, in Luxembourg and abroad, connected with the management, administration and promotion of such Fund and with respect thereto it may set up one or more branches. On behalf of the Fund, it may enter into any contracts, purchase, sell, exchange and deliver any securities, proceed to any inscriptions and transfer in the name of the Fund or in third parties' names in the register of shares or debentures of any Luxembourg or foreign companies, and exercise on behalf of the Fund and the unitholders of the Fund, all rights and privileges, especially all voting rights attached to the securities constituting assets of the Fund. The foregoing powers shall not be considered as exhaustive, but only as declaratory.

The Corporation may take any measures and carry out any operation directly or indirectly connected with its purpose while remaining within the limits of Chapter 14 of the Law of 20 December 2002 on Undertakings for Collective Investment.

Art. 4. The registered office of the Corporation is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place in the same commune by decision of the board of directors. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Corporation at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measure shall have no effect on the nationality of the Corporation which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 5. The corporate capital is set at two hundred and fifty thousand (250,000.-) Swiss Francs divided into five hundred (500) shares in registered form with no par value, all fully paid up.

The Corporation will issue shares in registered form.

A register of shareholders shall be kept at the registered office of the Corporation. Such register shall set forth the name of each shareholder, his residence or elected domicile, the number of shares held by him, the amounts paid up on each such share, and the transfer of shares and the dates of such transfers.

The transfer of a share shall be effected by a written declaration of transfer inscribed on the register of shareholders, such declaration of transfer to be dated and signed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. The Corporation may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer satisfactory to the Corporation.

Art. 6. The capital of the Corporation may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation, as prescribed in Article twenty-one hereof.

Art. 7. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Corporation shall represent the entire body of shareholders of the Corporation. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Corporation.

Art. 8. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Corporation, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the second Monday of the month of May of each year at 11.00 a.m. If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the board of directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

The meeting of shareholders may fix an emolument, traveling and day to day accommodation for all members of the Board of Directors.

Art. 9. The quorum and delays required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Corporation, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by law. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable or telegram, telex or facsimile transmission.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the total number of shares outstanding and entitled to vote at the meeting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Art. 10. Shareholders will meet upon call by the board of directors, pursuant to notice setting forth the agenda sent by registered mail at least eight days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders.

If however, all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 11. The Corporation shall be managed by a board of directors composed of at least three members, who need not be shareholders of the Corporation.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting, for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 12. The board of directors may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who needs not to be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors. The board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders or in his absence or inability to act, the vice-chairman or another director appointed by the Board of Directors shall preside as chairman pro tempore or in their absence or inability to act, the shareholders may appoint another director, an officer of the Corporation or such other individual as they may determine as chairman pro tempore by vote of the majority of shares present or represented at any such meeting.

The board of directors from time to time may appoint the officers of the Corporation, general managers and any assistant general managers, secretaries, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Corporation, who need not be Directors or shareholders of the Corporation. Any such appointment may be revoked at any time by the board of directors. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given to them by the board of directors.

Notice of any meeting of the Board of Directors shall be given in writing, or by cable, telegram, telex, telefax or by other electronic means of transmission to all Directors at least twenty four hours in advance of the day set for the meeting. The notice shall specify the purposes of and each item of business to be transacted at the meeting, and no business other than that referred to in such notice may be conducted at any such meeting nor shall any action taken by the board not referred to in such notice be valid. This notice may be waived by the consent in writing or by cable or telegram or telex or telefax or by other electronic means of transmission of each director and shall be deemed to be waived by any director who is present in person or represented by proxy at the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by cable or telegram, telex or telefax another director as his proxy. Any director may attend a meeting of the board of directors using teleconference, video means or any other audible or visual means of communication. A board member attending a meeting of board of directors by using such means of communication is deemed to be present in person at this meeting.

A meeting of board of directors held by teleconference or videoconference or any other audible or visual means of communication, in which a quorum of directors participate shall be as valid and effectual as if physically held, provided that a minute of the meeting is made and signed by the chairman of the meeting.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at a meeting of the board of directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. Directors who are not present in person or represented by proxy may vote in writing or by cable or telegram or telex or telefax or by other electronic means of communication.

In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.

Circular Resolutions signed by all directors will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters or telefaxes. Such resolutions shall enter into force on the date of the Circular Resolution as mentioned therein. In case no specific date is mentioned, the Circular Resolution shall become effective on the day on which the last signature of a board member is affixed.

Resolutions taken by any other electronic means of communication e.g. e-mail, cables, telegrams or telexes shall be formalized by subsequent circular resolution. The date of effectiveness of the then taken Circular resolution shall be the one of the latest approval received by the Corporation via electronic means of communication. Such approvals received from all Board Members shall remain attached to and form an integral part of the Circular Resolution endorsing the decisions formerly approved by electronic means of communication.

Any Circular Resolutions may only be taken by unanimous consent of all the members of the Board of Directors.

Art. 13. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman of the meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman of the board or chairman pro tempore of that meeting, or by two directors.

Art. 14. The directors may only act at duly convened meetings of the board of directors. The board of directors shall have power to determine corporate policy and the course and conduct of the management and business affairs of the Corporation. Directors may not, however, bind the Corporation by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the board of directors.

The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Corporation and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to one or more directors of the Corporation («managing directors» - «administrateurs-délégués»), if authorized by the general meeting of shareholders.

Art. 15. No contract or other transaction between the Corporation and any other corporation or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Corporation is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other corporation or firm.

Any director or officer of the Corporation who serves as a director, officer or employee of any corporation or firm with which the Corporation shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Corporation may have any personal interest in any transaction of the Corporation, such director or officer shall make known to the board of directors such personal interest and shall not consider or vote upon any such transaction and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders. The term «personal interest», as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the Corporation any subsidiary or affiliate thereof or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the board of directors in its discretion.

The Corporation may indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Corporation, or, at its request, of any other corporation of which the Corporation is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Corporation is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing privilege of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Expenses in connection with the preparation and presentation of a defense to any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article 15 may be advanced by the Corporation prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article 15.

Art. 16. The Corporation will be bound by the joint signature of any two directors, officers or of any other persons to whom authority has been delegated by the board of directors.

Art. 17. The operations of the Corporation, including particularly its books and fiscal affairs and the filing of any tax returns or other reports required by the laws of Luxembourg, shall be supervised by an independent auditor («réviseur d'entreprises»). The independent auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders for a period ending at the date of the next annual general meeting of shareholders and until his successor is elected.

The independent auditor in office may be removed at any time by the shareholders with or without cause.

Art. 18. The accounting year of the Corporation shall begin on the first of January of each year and shall terminate on the thirty-first of December of each year.

Art. 19. From the annual net profit of the Corporation, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by Luxembourg law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such surplus reserve amounts to ten percent (10%) of the capital of the Corporation as stated in Article five hereof or as increased or reduced from time to time as provided in Article six hereof.

The annual general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and may alone declare dividends from time to time, as it in its discretion believes best suits the corporate purpose and policy.

Interim dividends may be paid out in accordance with the provisions of Luxembourg law.

Art. 20. In the event of a dissolution of the Corporation, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Art. 21. These Articles may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 22. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of tenth August nineteen hundred and fifteen on commercial companies and amendments thereto and the relevant law on undertakings for collective investment.

Nothing else being on the agenda, and nobody wishing to address the meeting, the meeting was closed at twelve fifteen.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the German texts, the English version will be prevailing.

The document having been read and translated into the language of the persons appearing, said persons appearing signed with Us, the notary, the present original deed.

Deutsche Übersetzung des vorhergehenden Textes:

Im Jahre zweitausendunddrei, den sechszwanzigsten August.

Vor Uns Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, Notar mit dem Amtssitz in Luxemburg.

Sind die Aktionäre der Aktiengesellschaft CS PRIVATE UNIVERSE MANAGEMENT COMPANY, mit Sitz in Luxemburg, H. R. Nummer B 85.398, gegründet durch eine Urkunde aufgenommen durch Notar Maître Reginald Neuman, damals mit dem Amtssitz in Luxemburg, am 18. Dezember 2001, welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 188 vom 2. Februar 2002, veröffentlicht wurde, zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammengetreten.

Die Versammlung beginnt um zwölf Uhr unter dem Vorsitz von Herrn Germain Trichies, «Director», CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A., mit Berufsanschrift in L-2180 Luxemburg, 5, rue Jean Monnet.

Derselbe ernennt zur Schriftführerin Frau Jacqueline Siebenaller, «Vice-President», CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A., mit Berufsanschrift in L-2180 Luxemburg, 5, rue Jean Monnet.

Zum Stimmzähler wird ernannt Herr Daniel Breger, «mandatory», CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A., mit Berufsanschrift in L-2180 Luxemburg, 5, rue Jean Monnet.

Sodann stellt der Vorsitzende fest:

I.- Dass aus einer Anwesenheitsliste, welche durch das Bureau der Versammlung aufgesetzt und für richtig befunden wurde, hervorgeht dass die fünfhundert (500) Aktien ohne Nennwert, welche das gesamte Kapital von zweihundertfünfzigtausend (250.000,-) Schweizer Franken darstellen hier in dieser Versammlung gültig vertreten sind, welche somit ordnungsgemäss zusammengestellt ist und gültig über alle Punkte der Tagesordnung abstimmen kann, da alle vertretenen Aktionäre, nach Kenntnisnahme der Tagesordnung, bereit waren, ohne Einberufung hierüber abzustimmen.

Diese Liste, von den Mitgliedern des Büros und dem instrumentierenden Notar ne varietur unterzeichnet, bleibt zusammen mit den Vollmachten gegenwärtigem Protokolle, mit welchem sie einregistriert wird, als Anlage beigefügt.

II.- Dass die Tagesordnung dieser Generalversammlung folgende Punkte umfasst:

Neufassung der Satzung der Gesellschaft (wie in der Anlage zu der Vollmacht beschrieben).

Die Ausführungen des Vorsitzenden wurden einstimmig durch die Versammlung für richtig befunden und, nach Überprüfung der Richtigkeit der Versammlungsordnung, fasste die Versammlung nach vorheriger Beratung, einstimmig folgenden Beschluss:

Beschluss

Es wird beschlossen eine massgebende englische Fassung der Satzung einzuführen.

Infolgedessen wird die Satzung der Gesellschaft in Zukunft folgenden Wortlaut haben:

Art. 1. Es besteht eine Aktiengesellschaft unter der Bezeichnung CS PRIVATE UNIVERSE MANAGEMENT COMPANY.

Art. 2. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit gegründet. Die Gesellschaft kann durch einen Beschluss der Aktionäre, welcher unter den Bedingungen der Satzungsänderungen, so wie in Artikel einundzwanzig dieser Satzung festgesetzt, gefasst wurde aufgelöst werden.

Art. 3. Zweck der Gesellschaft ist die Gründung und Verwaltung eines Investmentfonds mit dem Namen CS PRIVATE UNIVERSE (LUX) (der «Fonds») und die Ausgabe von Zertifikaten und Bestätigungserklärungen welche das ungeteilte Eigentum daran nachweisen.

Die Gesellschaft wird alle Aktivitäten, in Luxemburg und im Ausland ausüben, welche die Verwaltung und die Förderung dieses Fonds betreffen und diesbezüglich eine oder mehrere Zweigstellen errichten. Für den Fonds kann sie Kontrakte abschliessen, Wertpapiere verkaufen, kaufen, tauschen und ausgeben, im Namen des Fonds oder im Namen von Drittpersonen, jedwede Eintragungen und Übertragungen tätigen im Aktien- oder Obligationsregister von luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaften, sowie im Namen des Fonds und der Anteilsinhaber des Fonds alle Rechte und Privilegien, insbesondere das Stimmrecht ausüben bezüglich der Wertpapiere aus welchen die Aktiva der Gesellschaft bestehen. Die vorgenannten Befugnisse sind nicht als erschöpfend, sondern lediglich als erklärend zu betrachten.

Die Gesellschaft kann alle Massnahmen treffen und alle Tätigkeiten ausüben, welche direkt oder indirekt ihrem Gesellschaftszweck dienlich sind im Rahmen der Bestimmungen des Kapitels 14 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über die Investmentfonds.

Art. 4. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrats kann der Sitz jederzeit an einen anderen Ort in derselben Gemeinde verlegt werden. Zweigniederlassungen oder andere Büros können in Luxemburg oder im Ausland durch Beschluss des Verwaltungsrates errichtet werden.

Sollte der Verwaltungsrat feststellen, dass aussergewöhnliche politische Umstände eingetreten sind oder bevorstehen welche die Tätigkeit der Gesellschaft an ihrem Sitz behindern, oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland beeinträchtigen, so kann der Gesellschaftssitz, vorübergehend, bis zur endgültigen Wiederherstellung normaler Verhältnisse, ins Ausland verlegt werden, und zwar unter Beibehaltung der luxemburgischen Staatszugehörigkeit.

Art. 5. Das Aktienkapital beträgt zweihundertfünfzigtausend (250.000,-) Schweizer Franken, eingeteilt in fünfhundert (500) Aktien ohne Nennwert, alle voll eingezahlt.

Die Aktien der Gesellschaft werden in Form von Namensaktien herausgegeben.

Am Sitz der Gesellschaft wird ein Aktienregister geführt. Dieses Register beinhaltet für jeden Aktionär seinen Namen, seinen Wohnsitz oder Aufenthaltsort, die Zahl der Aktien, den eingezahlten Betrag für jede Aktie und die Aktienübertragungen und das Datum solcher Übertragungen.

Die Übertragung einer Aktie wird getätigt durch eine schriftliche Übertragungserklärung welche ins Aktienregister eingetragen wird; diese Übertragung wird durch den Abtreter und den Übernehmer oder durch diejenigen Personen, welche diesbezüglich Vollmachten haben, datiert und unterzeichnet. Die Gesellschaft kann auch als Übertragungsbeweis andere Dokumente annehmen welche ihr ausreichend erscheinen.

Art. 6. Das Aktienkapital der Gesellschaft kann erhöht oder herabgesetzt werden, durch Beschluss der Generalversammlung, welcher wie bei Satzungsänderungen zu fassen ist gemäss Artikel einundzwanzig der Satzung.

Art. 7. Jede ordentlich einberufene Generalversammlung vertritt alle Aktionäre der Gesellschaft. Sie hat die weitestgehenden Befugnisse, um über die Angelegenheiten der Gesellschaft zu befinden.

Art. 8. Die ordentliche Generalversammlung findet am Sitz der Gesellschaft in Luxemburg, oder an einem anderen, in der Einberufung bestimmten Ort in der Gemeinde Luxemburg jeweils um 11.00 Uhr am zweiten Montag des Monats Mai eines jeden Jahres oder, wenn dieser Tag auf einen Feiertag fällt, am darauffolgenden Tag statt. Die ordentliche Generalversammlung kann jederzeit, nach definitivem und schlussendlichem Beschluss des Verwaltungsrats, falls besondere Umstände es erfordern, an einem beliebigen Ort einberufen werden.

Andere Generalversammlungen können an dem in den betreffenden Einberufungen angegebenen Ort und Zeitpunkt stattfinden.

Die Generalversammlung kann, Zuschüsse, Reise- und Tagesspesen für alle Mitglieder des Verwaltungsrates festsetzen.

Art. 9. Das Quorum und die Fristen welche vom Gesetz vorgeschrieben sind regeln die Einberufung und den Ablauf der Generalversammlungen der Aktionäre der Gesellschaft, unter Vorbehalt dieser Bestimmungen.

Jede Aktie gibt Anrecht auf eine Stimme, unter Berücksichtigung der gesetzlichen Bestimmungen. Ein Aktionär kann an jeder Versammlung teilnehmen indem er einen Dritten als seinen Bevollmächtigten bezeichnet schriftlich, per Kabel, Telegramm, Telex oder Fax.

Falls nicht anders vom Gesetz verordnet, werden Beschlüsse auf einer ordnungsgemäss einberufenen Versammlung durch einfache Mehrheit aller ausgegebenen und stimmberechtigten Aktien gefasst.

Der Verwaltungsrat kann alle anderen Bedingungen festsetzen welche durch die Aktionäre erfüllt sein müssen um an einer Versammlung teilzunehmen.

Art. 10. Die Generalversammlung wird durch den Verwaltungsrat einberufen durch Einschreibebrief mit der Tagesordnung welcher mindestens acht Tage vor der Versammlung an die Aktionäre gesandt wird an ihre im Aktienregister vermerkte Adresse.

Wenn jedoch alle Aktionäre präsent oder vertreten sind auf der Versammlung und wenn sie feststellen dass über die Tagesordnung informiert sind, kann die Versammlung ohne Einberufung abgehalten werden.

Art. 11. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft besteht aus mindestens drei Mitgliedern, die nicht Aktionäre der Gesellschaft zu sein brauchen.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden ernannt durch die jährliche Versammlung der Aktionäre für einen Zeitraum bis zur nächsten Generalversammlung und bis zur Wahl ihrer Nachfolger; ein Verwaltungsratsmitglied kann jederzeit mit oder ohne Grund ersetzt werden durch einen Beschluss der Aktionäre.

Im Falle einer unbesetzten Stelle eines Postens als Verwaltungsratsmitglied durch Tod, Rücktritt oder sonstwie können die verbliebenen Mitglieder zusammenkommen und durch Mehrheitsbeschluss einen Nachfolger bestellen bis zur nächsten Versammlung.

Art. 12. Der Verwaltungsrat wählt aus dem Kreise seiner Mitglieder einen Vorsitzenden und einen oder mehrere stellvertretende Vize-Vorsitzenden. Er kann ebenfalls einen Sekretär ernennen, welcher nicht Verwaltungsratsmitglied sein muss, und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen aufsetzt. Der Verwaltungsrat tritt zusammen durch Einberufen des Präsidenten, oder zweier Verwaltungsratsmitglieder, an dem in der Einberufung angegebenen Ort.

Der Präsident steht allen Versammlungen vor, oder im Fall von Abwesenheit oder Unfähigkeit, der Vizepräsident oder ein anderes Verwaltungsratsmitglied, welches pro tempore vorstehen wird. Die Aktionäre können, durch Mehrheitsbeschluss einen anderen Angestellten oder eine andere Person bestimmen, welche pro tempore der Sitzung vorstehen wird.

Der Verwaltungsrat kann von Zeit zu Zeit Beamte der Gesellschaft, Generalverwalter und assistierende Generalverwalter, Sekretäre und Hilfssekretäre bestimmen welche für die Operationen und die Verwaltung der Gesellschaft zuständig sind welche nicht Verwaltungsratsmitglieder oder Aktionäre zu sein brauchen. Eine solche Bestimmung kann jederzeit vom Verwaltungsrat zurückgerufen werden. Die ernannten Beamten, falls nicht anders in der Satzung vorgesehen werden die Befugnisse und Aufgaben haben welche ihnen durch den Verwaltungsrat zuerteilt werden.

Eine Versammlung des Verwaltungsrates wird schriftlich einberufen oder per Kabel, Telegramm, Telex, Fax oder auf elektronischem Wege an alle Verwaltungsratsmitglieder wenigstens vierundzwanzig Stunden vor der Versammlung. Die Bekanntmachung enthält die Tagesordnung der Versammlung und kein anderer Punkt kann gültig auf der Versammlung beraten werden. Auf die Einberufung kann verzichtet werden durch schriftliche Einwilligung oder durch Kabel, Telegramm, Telex, Fax oder elektronischem Wege und jedes anwesende Verwaltungsratsmitglied ist erachtet darauf verzichtet zu haben. Eine separate Einberufung ist nicht notwendig für individuelle Sitzungen welche abgehalten werden nach einem Schema des Verwaltungsrates.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an jeder Sitzung des Verwaltungsrates teilnehmen, in dem es schriftlich, per Kabel, Telefax oder durch Telegramm oder durch Telex, ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates als seinen Bevollmächtigten ernannt. Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Sitzung des Verwaltungsrates per Telefon oder Video-Konferenzschaltung oder durch andere ähnliche Kommunikationsmittel teilnehmen, die es allen Personen erlaubt, die an der Sitzung teilnehmen, sich gegenseitig zu hören. Die Teilnahme an einer Sitzung durch diese Mittel gilt als persönliche Teilnahme an der Sitzung.

Eine Versammlung des Verwaltungsrates per Telefon oder Video-Konferenzschaltung an welcher ein Quorum des Verwaltungsrates teilnimmt ist bindend wie wenn alle persönlich anwesend gewesen wären, unter der Voraussetzung dass ein Protokoll unterzeichnet wird durch den Präsidenten der Versammlung.

Der Verwaltungsrat kann gültig beschliessen wenn mindestens die Mehrheit der Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Die Beschlüsse werden durch eine Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefasst. Die Mitglieder welche nicht persönlich anwesend sind oder vertreten sind können schriftlich abstimmen oder durch Kabel, Telegramm, Telex, Fax oder elektronischem Wege.

Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Rundbeschlüsse, die von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates unterzeichnet sind, sind genauso gültig und genauso bindend, wie wenn die Sitzung ordnungsgemäß einberufen und abgehalten worden wäre. Solche Unterschriften können auf einem einzelnen Dokument oder auf mehreren Kopien eines jeden Beschlusses erscheinen, und können per Brief, Telefax oder Telex bestätigt werden. Diese Beschlüsse treten in Kraft am Tage des Rundbeschlusses. Im Falle wo kein spezielles Datum vermerkt ist wird der Rundbeschluss gültig am Tag wo die letzte Unterschrift getätigt wird.

Beschlüsse welche durch andere elektronische Mittel gefasst werden wie e-mail, Telegram oder Telex werden formalisiert durch den nachfolgenden Beschluss. Das Inkrafttreten des Beschlusses ist dann diejenige der letzten Genehmigung welche die Gesellschaft erhielt durch elektronische Mittel. Die Genehmigungen von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates werden dem Rundbeschluss beigefügt bleiben und einen integralen Bestandteil bilden welche die vorher gefassten Beschlüsse billigen.

Rundbeschlüsse können nur durch einstimmigen Beschluss aller Verwaltungsratsmitglieder gefasst werden.

Art. 13. Die Protokolle des Verwaltungsratssitzungen werden durch den Präsidenten unterzeichnet.

Kopien oder Auszüge dieser Urkunden welche zu gerichtlichen Zwecken gebraucht werden oder sonstwie werden durch den Präsidenten unterzeichnet oder den pro tempore Präsidenten oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder.

Art. 14. Die Verwaltungsratsmitglieder können nur an ordnungsgemäss einberufenen Sitzungen des Rates teilnehmen. Der Verwaltungsrat hat die Befugnis die Gesellschaftspolitik festzulegen und die Führung der Geschäfte der Gesellschaft. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft jedoch nicht durch ihre persönlichen Handlungen binden, ausser spezieller Erlaubnis des Rates.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse betreffend die laufende Geschäftsführung der Gesellschaft und die einem oder mehreren Verwaltern der Gesellschaft übertragen (delegiertes Verwaltungsratsmitglied) wenn die Generalversammlung es erlaubt hat.

Art. 15. Verträge und sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Firma werden nicht dadurch beeinträchtigt oder deshalb ungültig, dass ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrates oder leitende Angestellte der Gesellschaft an dieser anderen Gesellschaft, Firma oder anderen Körperschaft ein persönliches Interesse haben oder dort Mitglied des Verwaltungsrates, Aktionär, leitender oder sonstiger Angestellter sind. Jedes

Mitglied des Verwaltungsrates und jeder leitende Angestellte der Gesellschaft, der als Mitglied des Verwaltungsrates, leitender Angestellter oder einfacher Angestellter in einer Gesellschaft, Firma oder anderen Körperschaft ist, mit der die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, wird durch diese Verbindung mit der anderen Gesellschaft oder Unternehmung nicht daran gehindert, im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

Im Falle wo ein Verwalter oder Beamter der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einer Transaktion der Gesellschaft hat muss dieser Verwalter dem Verwaltungsrat sein persönliches Interesse kundtun und nicht über diese Angelegenheit abstimmen und von diesem persönlichen Interesse wird der nächsten Generalversammlung berichtet. Der Ausdruck «persönliches Interesse» wie vorher benutzt begreift nicht eine Beziehung oder ein Interesse eine Position oder ein Geschäft welches die Gesellschaft oder eine Filiale betrifft oder jede andere Gesellschaft welche der Verwaltungsrat zu jeder Zeit nach seinem Ermessen festsetzen kann.

Die Gesellschaft wird jedes Mitglied des Verwaltungsrates oder jeden leitenden Angestellten ebenso wie dessen Erben, Vollstreckungsbevollmächtigte und Verwalter von angemessenen Auslagen freihalten, die von ihm im Zusammenhang mit einer Klage, einer Rechtsverfolgungsmaßnahme oder einem Verfahren entstanden sind, an welchem er aufgrund seiner Stellung als Mitglied des Verwaltungsrates oder leitender Angestellter der Gesellschaft oder, auf seinen Antrag hin, auch einer anderen Gesellschaft, an der die Gesellschaft als Aktionär beteiligt ist, oder bei der die Gesellschaft Gläubiger ist und von der er keine Entschädigung erhält, beteiligt ist, außer in Fällen, in denen er auf Grund dieser Klagen, Rechtsverfolgungsmaßnahmen oder Verfahren wegen grob fahrlässigem oder fehlerhaftem Verhaltens endgültig verurteilt wird. Im Falle eines Vergleiches erfolgt eine Entschädigung nur im Zusammenhang mit den Sachen, die von dem Vergleich abgedeckt werden, und insofern der Gesellschaft von einem Rechtsberater bestätigt wird, dass die zu entschädigende Person keine Pflicht verletzt hat. Das vorstehende Recht auf Entschädigung schließt andere Ansprüche nicht aus.

Ausgaben in Verbindung mit der Vorbereitung und der Verteidigung bei einer Klage oder Prozess wie in diesem Artikel beschrieben können durch die Gesellschaft vorgeschoben werden vor einem endgültigen Urteil unter der Bedingung dass dieser Betrag zurückgezahlt werden muss wenn das Verwaltungsratsmitglied nicht berechtigt ist zu einer Entschädigung gemäss diesem Artikel.

Art. 16. Die Gesellschaft ist rechtskräftig verpflichtet durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern, Beamten oder anderer Personen, welche vom Verwaltungsrat hierzu delegiert wurden.

Art. 17. Die Geschäfte der Gesellschaft, begreifend insbesondere ihre Bücher und Steuerangelegenheiten oder andere Berichte welche das Luxemburger Gesetz verlangt, unterliegen der Überwachung durch einen Wirtschaftsprüfer («réviseur d'entreprises»). Derselbe wird durch die jährliche Generalversammlung bestimmt für eine Periode bis zur nächsten Generalversammlung und bis zur Wahl seines Nachfolgers.

Der Wirtschaftsprüfer kann jederzeit durch die Aktionäre abberufen werden mit oder ohne Grund.

Art. 18. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreissigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 19. Vom dem jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden fünf (5%) Prozent dem gesetzlichen Reservefonds zugeführt. Diese Speisung ist nicht mehr erforderlich sobald und solange die Reserve zehn (10%) Prozent des Gesellschaftskapitals ausmacht.

Die jährliche Versammlung bestimmt wie der Restbetrag des Gewinns verteilt wird und kann alleine Dividenden festlegen wie sie es in ihrem Ermessen für gut befindet für die Gesellschaftspolitik.

Interimdividende kann gemäss dem Luxemburger Gesetz ausgezahlt werden.

Art. 20. Wird die Gesellschaft aufgelöst, so wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren (welche physische Personen oder Körperschaften sein können) durchgeführt. Die Generalversammlung bestimmt die Liquidatoren und setzt deren Vergütung fest.

Art. 21. Die Satzung kann jederzeit durch eine Generalversammlung abgeändert werden unter den luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen betreffend das Quorum und das Stimmrecht.

Art. 22. Für sämtliche Punkte, welche in dieser Satzung nicht geregelt sind, wird auf das Gesetz vom zehnten August neunzehnhundertfünfzehn über die Handelsgesellschaften und das Gesetz über Investmentfonds verwiesen.

Da die Tagesordnung erschöpft ist, erklärte der Vorsitzende die Versammlung um zwölf Uhr fünfzehn für geschlossen.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnete Notar, welcher der englischen Sprache mächtig ist, bestätigt hiermit, dass der Text der vorliegenden Satzung auf Wunsch der Parteien in Englisch abgefasst ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; er bestätigt weiterhin, dass es der Wunsch der Parteien ist, dass im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text der englische Text Vorrang hat.

Und nach Vorlesung alles Vorhergehenden an die Komparenten, haben dieselben mit Uns Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: G. Trichies, J. Siebenaller, D. Breger, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2003, vol. 1405, fol. 36, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 septembre 2003.

A. Schwachtgen.

(054571.3/230/449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2003.

ACTIV'INVEST, Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 66.828.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 21 mai 2003

- la cooptation Monsieur Maxime Uhl, étudiant, 5 Place du Marché Neuf, F-Strasbourg, en tant qu'Administrateur en remplacement de Monsieur Aloyse Scholtes, démissionnaire, est ratifiée. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2004.

Fait à Luxembourg, le 21 mai 2003.

Certifié sincère et conforme

ACTIV'INVEST

F. Uhl

Administrateur-Délégué

Enregistré à Luxembourg, le 3 septembre 2003, réf. LSO-AI00367. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054386.3/795/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

CITAR-INVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R. C. Luxembourg B 80.271.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 juin 2003

L'assemblée reconduit le mandat des administrateurs, Madame Joëlle Lietz, Madame Denise Vervaeet et Monsieur Pierre Schill, ainsi que celui du commissaire aux comptes, FIDUCIAIRE GLACIS, S.à r.l., pour une période venant à échéance à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2003.

Luxembourg, le 28 août 2003.

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2003, réf. LSO-AH05545. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054387.3/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

A.O.S. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5670 Altwies, 2, rue J.-P. Koppes.
R. C. Luxembourg B 37.812.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 15 mai 2003

ad. 5) Nominations statutaires

L'Assemblée, à l'unanimité, décide de renouveler les mandats venus à expiration de Madame Marianne Chaussy-Weyer et Messieurs Marc Cigrang et Jean-Marc Heitz, administrateurs, pour 6 (six) années, leurs mandats prenant fin à l'issue de l'Assemblée générale à tenir en 2009.

D'autre part, l'Assemblée, à l'unanimité, décide de renouveler les mandats venus à expiration de Messieurs Jacques Deutsch et Jean-Paul Krier, commissaires, pour 6 (six) années, leurs mandats prenant fin à l'issue de l'Assemblée générale à tenir en 2009.

Suite à cette décision de l'Assemblée Générale Ordinaire du 15 mai 2003,

le Conseil d'Administration de AOS S.A. se compose de la façon suivante

- a) Madame Marianne Chaussy-Weyer, employée privée, demeurant 43, rue des Trois Cantons à L-8352 Dahlem;
- b) Monsieur Marc Cigrang, indépendant, demeurant 9, rue Michel Rodange à L-7624 Larochette;
- c) Monsieur Jean-Marc Heitz, employé privé, demeurant 1, Huelgaass à L-5671 Altwies.

les commissaires de AOS S.A., au nombre de deux, sont

- a) Monsieur Jacques Deutsch, employé privé e.r., demeurant 2, rue de la Gare à L-6985 Hostert;
- b) Monsieur Jean-Paul Krier, employé privé, demeurant 1, Huelgaass à L-5671 Altwies.

Pour extrait conforme

A.O.S. S.A.

M. Chaussy / J.-M. Heitz

Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 4 septembre 2003, réf. LSO-AI01016. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054445.3/000/28) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

CREDIT SUISSE MONEY PLUS FUND MANAGEMENT COMPANY, Société Anonyme.

Registered office: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R. C. Luxembourg B 49.227.

In the year two thousand and three, on the twenty-sixth of August.

Before Us Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the corporation established in Luxembourg under the denomination of CREDIT SUISSE MONEY PLUS FUND MANAGEMENT COMPANY, R.C. B Number 49.227, incorporated under the denomination of DYNAMIC ENHANCED FUND MANAGEMENT COMPANY, pursuant to a deed of Maître Reginald Neuman, then notary residing in Luxembourg, dated November 15, 1994, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Number 542 of December 23, 1994.

The Articles of Incorporation have been amended by a deed of Maître Jacques Delvaux, notary residing in Esch-sur-Alzette, in replacement of Maître Reginald Neuman dated April 4, 1998, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Number 294 of April 29, 1998.

The meeting begins at eleven forty-five a.m. Mr Germain Trichies, Director, CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A., with professional address at L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet, being in the Chair.

The Chairman appoints as secretary of the meeting Mrs Jacqueline Siebenaller, Vice-President, CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A., with professional address at L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

The meeting elects as scrutineer Mr Daniel Breger, mandatory, CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A., with professional address at L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

The Chairman then states that:

I.- It appears from an attendance list established and certified by the members of the Bureau that the five hundred (500) shares with a par value of five hundred (500,-) Swiss francs each, representing the entire corporate capital of two hundred and fifty thousand (250,000,-) Swiss francs are duly represented at this meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on its agenda, hereinafter reproduced, without prior notice, all the shareholders represented having agreed to meet after examination of the agenda.

The attendance list, signed by the members of the bureau and the notary, shall remain attached to the present deed, together with the proxies, and shall be filed at the same time with the registration authorities.

II.- The agenda of the meeting is worded as follows:

Resetting of the Articles of Incorporation of the company (as described in the attachment to the proxy).

After approval of the statement of the Chairman and having verified that it was regularly constituted, the meeting passed, after deliberation, the following resolutions by unanimous vote:

First resolution

The par value of the shares is deleted.

Second resolution

It is resolved to introduce a prevailing English version of the Articles of Incorporation and to proceed to a total re-statement.

Consequently, the Articles of Incorporation of the Corporation shall henceforth read as follows:

Art. 1. There exists a corporation under Luxembourg Law in the form of a société anonyme under the name of CREDIT SUISSE MONEY PLUS FUND MANAGEMENT COMPANY.

Art. 2. The Corporation is established for an unlimited period.

The Corporation may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation, as prescribed in Article twenty-one hereof.

Art. 3. The purpose of the Corporation is the creation, administration and management of a mutual investment fund known as CREDIT SUISSE MONEY PLUS FUND (LUX) (the 'Fund') and the issue of certificates or statements of confirmation evidencing undivided co-proprietorship interests therein.

The Corporation shall manage any activities, in Luxembourg and abroad, connected with the management, administration and promotion of such Fund and with respect thereto it may set up one or more branches. On behalf of the Fund, it may enter into any contracts, purchase, sell, exchange and deliver any securities, proceed to any inscriptions and transfer in the name of the Fund or in third parties' names in the register of shares or debentures of any Luxembourg or foreign companies, and exercise on behalf of the Fund and the unitholders of the Fund, all rights and privileges, especially all voting rights attached to the securities constituting assets of the Fund. The foregoing powers shall not be considered as exhaustive, but only as declaratory.

The Corporation may take any measures and carry out any operation directly or indirectly connected with its purpose while remaining within the limits of Chapter 14 of the Law of 20 December 2002 on Undertakings for Collective Investment.

Art. 4. The registered office of the Corporation is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place in the same commune by decision of the board of directors. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Corporation at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measure shall have no effect on the nationality of the Corporation which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 5. The corporate capital is set at two hundred and fifty thousand (250,000.-) Swiss Francs divided into five hundred (500) shares in registered form with no par value, all fully paid up.

The Corporation will issue shares in registered form.

A register of shareholders shall be kept at the registered office of the Corporation. Such register shall set forth the name of each shareholder, his residence or elected domicile, the number of shares held by him, the amounts paid up on each such share, and the transfer of shares and the dates of such transfers.

The transfer of a share shall be effected by a written declaration of transfer inscribed on the register of shareholders, such declaration of transfer to be dated and signed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. The Corporation may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer satisfactory to the Corporation.

Art. 6. The capital of the Corporation may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation, as prescribed in Article twenty-one hereof.

Art. 7. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Corporation shall represent the entire body of shareholders of the Corporation. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Corporation.

Art. 8 The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Corporation, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the second Monday of the month of May of each year at 11.00 a.m. If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the board of directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

The meeting of shareholders may fix an emolument, traveling and day to day accommodation for all members of the Board of Directors.

Art. 9. The quorum and delays required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Corporation, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by law. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable or telegram, telex or facsimile transmission.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the total number of shares outstanding and entitled to vote at the meeting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Art. 10. Shareholders will meet upon call by the board of directors, pursuant to notice setting forth the agenda sent by registered mail at least eight days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders.

If however, all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 11. The Corporation shall be managed by a board of directors composed of at least three members, who need not be shareholders of the Corporation.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting, for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 12. The board of directors may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who needs not to be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors. The board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders or in his absence or inability to act, the vice-chairman or another director appointed by the Board of Directors shall preside as chairman pro tempore or in their absence or inability to act, the shareholders may appoint another director, an officer of the Corporation or such other individual as they may determine as chairman pro tempore by vote of the majority of shares present or represented at any such meeting.

The board of directors from time to time may appoint the officers of the Corporation, general managers and any assistant general managers, secretaries, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Corporation, who need not be Directors or shareholders of the Corporation. Any such ap-

pointment may be revoked at any time by the board of directors. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given to them by the board of directors.

Notice of any meeting of the Board of Directors shall be given in writing, or by cable, telegram, telex, telefax or by other electronic means of transmission to all Directors at least twenty four hours in advance of the day set for the meeting. The notice shall specify the purposes of and each item of business to be transacted at the meeting, and no business other than that referred to in such notice may be conducted at any such meeting nor shall any action taken by the board not referred to in such notice be valid. This notice may be waived by the consent in writing or by cable or telegram or telex or telefax or by other electronic means of transmission of each director and shall be deemed to be waived by any director who is present in person or represented by proxy at the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by cable or telegram, telex or telefax another director as his proxy. Any director may attend a meeting of the board of directors using teleconference, video means or any other audible or visual means of communication. A board member attending a meeting of board of directors by using such means of communication is deemed to be present in person at this meeting.

A meeting of board of directors held by teleconference or videoconference or any other audible or visual means of communication, in which a quorum of directors participate shall be as valid and effectual as if physically held, provided that a minute of the meeting is made and signed by the chairman of the meeting.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at a meeting of the board of directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. Directors who are not present in person or represented by proxy may vote in writing or by cable or telegram or telex or telefax or by other electronic means of communication.

In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.

Circular Resolutions signed by all directors will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters or telefaxes. Such resolutions shall enter into force on the date of the Circular Resolution as mentioned therein. In case no specific date is mentioned, the Circular Resolution shall become effective on the day on which the last signature of a board member is affixed.

Resolutions taken by any other electronic means of communication e.g. e-mail, cables, telegrams or telexes shall be formalized by subsequent circular resolution. The date of effectiveness of the then taken Circular resolution shall be the one of the latest approval received by the Corporation via electronic means of communication. Such approvals received from all Board Members shall remain attached to and form an integral part of the Circular Resolution endorsing the decisions formerly approved by electronic means of communication.

Any Circular Resolutions may only be taken by unanimous consent of all the members of the Board of Directors.

Art. 13. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman of the meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman of the board or chairman pro tempore of that meeting, or by two directors.

Art. 14. The directors may only act at duly convened meetings of the board of directors. The board of directors shall have power to determine corporate policy and the course and conduct of the management and business affairs of the Corporation. Directors may not, however, bind the Corporation by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the board of directors.

The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Corporation and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to one or more directors of the Corporation ('managing directors' - 'administrateurs-délégués'), if authorized by the general meeting of shareholders.

Art. 15. No contract or other transaction between the Corporation and any other corporation or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Corporation is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other corporation or firm.

Any director or officer of the Corporation who serves as a director, officer or employee of any corporation or firm with which the Corporation shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Corporation may have any personal interest in any transaction of the Corporation, such director or officer shall make known to the board of directors such personal interest and shall not consider or vote upon any such transaction and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders. The term 'personal interest', as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the Corporation any subsidiary or affiliate thereof or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the board of directors in its discretion.

The Corporation may indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Corporation, or, at its request, of any other corporation of which the Corporation is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered

by the settlement as to which the Corporation is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing privilege of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Expenses in connection with the preparation and presentation of a defense to any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article 15 may be advanced by the Corporation prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article 15.

Art. 16. The Corporation will be bound by the joint signature of any two directors, officers or of any other persons to whom authority has been delegated by the board of directors.

Art. 17. The operations of the Corporation, including particularly its books and fiscal affairs and the filing of any tax returns or other reports required by the laws of Luxembourg, shall be supervised by an independent auditor ('réviseur d'entreprises'). The independent auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders for a period ending at the date of the next annual general meeting of shareholders and until his successor is elected.

The independent auditor in office may be removed at any time by the shareholders with or without cause.

Art. 18. The accounting year of the Corporation shall begin on the first of January of each year and shall terminate on the thirty-first of December of each year.

Art. 19. From the annual net profit of the Corporation, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by Luxembourg law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such surplus reserve amounts to ten percent (10%) of the capital of the Corporation as stated in Article five hereof or as increased or reduced from time to time as provided in Article six hereof.

The annual general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and may alone declare dividends from time to time, as it in its discretion believes best suits the corporate purpose and policy.

Interim dividends may be paid out in accordance with the provisions of Luxembourg law.

Art. 20. In the event of a dissolution of the Corporation, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Art. 21. These Articles may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 22. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of tenth August nineteen hundred and fifteen on commercial companies and amendments thereto and the relevant law on undertakings for collective investment.

Nothing else being on the agenda, and nobody wishing to address the meeting, the meeting was closed at twelve.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the German texts, the English version will be prevailing.

The document having been read and translated into the language of the persons appearing, said persons appearing signed with Us, the notary, the present original deed.

Deutsche Übersetzung des vorhergehenden Textes:

Im Jahre zweitausendunddrei, den sechszwanzigsten August.

Vor Uns Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, Notar mit dem Amtssitz in Luxemburg.

Sind die Aktionäre der Aktiengesellschaft CREDIT SUISSE MONEY PLUS FUND MANAGEMENT COMPANY, mit Sitz in Luxemburg, H. R. Nummer B 49.227, gegründet unter der Bezeichnung DYNAMIC ENHANCED FUND MANAGEMENT COMPANY durch eine Urkunde aufgenommen durch Notar Maître Reginald Neuman, damals mit dem Amtssitz in Luxemburg, am 15. November 1994, welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 542 vom 23. Dezember 1994, veröffentlicht wurde, zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammengetreten.

Die Satzung der Gesellschaft wurde abgeändert durch eine Urkunde aufgenommen durch Notar Jacques Delvaux, mit dem Amtssitz in Luxemburg, in Vertretung von Maître Reginald Neuman, am 8. April 1998, welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 294 vom 29. April 1998, veröffentlicht wurde.

Die Versammlung beginnt um elf Uhr fünfundvierzig unter dem Vorsitz von Herrn Germain Trichies, 'Director', CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A., mit Berufsanschrift in L-2180 Luxemburg, 5, rue Jean Monnet.

Derselbe ernennt zur Schriftführerin Frau Jacqueline Siebenaller, 'Vice-President', CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A., mit Berufsanschrift in L-2180 Luxemburg, 5, rue Jean Monnet.

Zum Stimmzähler wird ernannt Herr Daniel Breger, 'mandatory', CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A., mit Berufsanschrift in L-2180 Luxemburg, 5, rue Jean Monnet.

Sodann stellt der Vorsitzende fest:

I.- Dass aus einer Anwesenheitsliste, welche durch das Bureau der Versammlung aufgesetzt und für richtig befunden wurde, hervorgeht dass die fünfhundert (500) Aktien mit einem Nennwert von fünfhundert (500.-) Schweizer Franken, welche das gesamte Kapital von zweihundertfünfzigtausend (250.000.-) Schweizer Franken darstellen hier in dieser Ver-

sammlung gültig vertreten sind, welche somit ordnungsgemäss zusammengestellt ist und gültig über alle Punkte der Tagesordnung abstimmen kann, da alle vertretenen Aktionäre, nach Kenntnisnahme der Tagesordnung, bereit waren, ohne Einberufung hierüber abzustimmen.

Diese Liste, von den Mitgliedern des Büros und dem instrumentierenden Notar ne varietur unterzeichnet, bleibt zusammen mit den Vollmachten gegenwärtigem Protokolle, mit welchem sie einregistriert wird, als Anlage beigefügt.

II.- Dass die Tagesordnung dieser Generalversammlung folgende Punkte umfasst:

Neufassung der Satzung der Gesellschaft (wie in der Anlage zu der Vollmacht beschrieben).

Die Ausführungen des Vorsitzenden wurden einstimmig durch die Versammlung für richtig befunden und, nach Überprüfung der Richtigkeit der Satzungsordnung, fasste die Versammlung nach vorheriger Beratung, einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Der Nennwert der Aktien wird aufgehoben.

Zweiter Beschluss

Es wird beschlossen eine massgebende englische Fassung der Satzung einzuführen.

Infolgedessen wird die Satzung der Gesellschaft in Zukunft folgenden Wortlaut haben:

Art. 1. Es besteht eine Aktiengesellschaft unter der Bezeichnung CREDIT SUISSE MONEY PLUS FUND MANAGEMENT COMPANY.

Art. 2. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit gegründet. Die Gesellschaft kann durch einen Beschluss der Aktionäre, welcher unter den Bedingungen der Satzungsänderungen, so wie in Artikel einundzwanzig dieser Satzung festgesetzt, gefasst wurde aufgelöst werden.

Art. 3. Zweck der Gesellschaft ist die Gründung und Verwaltung eines Investmentfonds mit dem Namen CREDIT SUISSE MONEY PLUS FUND (LUX) (der 'Fonds') und die Ausgabe von Zertifikaten und Bestätigungserklärungen welche das ungeteilte Eigentum daran nachweisen.

Die Gesellschaft wird alle Aktivitäten, in Luxemburg und im Ausland ausüben, welche die Verwaltung und die Förderung dieses Fonds betreffen und diesbezüglich eine oder mehrere Zweigstellen errichten. Für den Fonds kann sie Kontrakte abschliessen, Wertpapiere verkaufen, kaufen, tauschen und ausgeben, im Namen des Fonds oder im Namen von Drittpersonen, jedwede Eintragungen und Übertragungen tätigen im Aktien- oder Obligationsregister von luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaften, sowie im Namen des Fonds und der Anteilsinhaber des Fonds alle Rechte und Privilegien, insbesondere das Stimmrecht ausüben bezüglich der Wertpapiere aus welchen die Aktiva der Gesellschaft bestehen. Die vorgenannten Befugnisse sind nicht als erschöpfend, sondern lediglich als erklärend zu betrachten.

Die Gesellschaft kann alle Massnahmen treffen und alle Tätigkeiten ausüben, welche direkt oder indirekt ihrem Gesellschaftszweck dienlich sind im Rahmen der Bestimmungen des Kapitels 14 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über die Investmentfonds.

Art. 4. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrats kann der Sitz jederzeit an einen anderen Ort in derselben Gemeinde verlegt werden. Zweigniederlassungen oder andere Büros können in Luxemburg oder im Ausland durch Beschluss des Verwaltungsrates errichtet werden.

Sollte der Verwaltungsrat feststellen, dass aussergewöhnliche politische Umstände eingetreten sind oder bevorstehen welche die Tätigkeit der Gesellschaft an ihrem Sitz behindern, oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland beeinträchtigen, so kann der Gesellschaftssitz, vorübergehend, bis zur endgültigen Wiederherstellung normaler Verhältnisse, ins Ausland verlegt werden, und zwar unter Beibehaltung der luxemburgischen Staatszugehörigkeit.

Art. 5. Das Aktienkapital beträgt zweihundertundfünfzigtausend (250.000,-) Schweizer Franken, eingeteilt in fünfhundert (500) Aktien ohne Nennwert, alle voll eingezahlt.

Die Aktien der Gesellschaft werden in Form von Namensaktien herausgegeben.

Am Sitz der Gesellschaft wird ein Aktienregister geführt. Dieses Register beinhaltet für jeden Aktionär seinen Namen, seinen Wohnsitz oder Aufenthaltsort, die Zahl der Aktien, den eingezahlten Betrag für jede Aktie und die Aktienübertragungen und das Datum solcher Übertragungen.

Die Übertragung einer Aktie wird getätigt durch eine schriftliche Übertragungserklärung welche ins Aktienregister eingetragen wird; diese Übertragung wird durch den Abtreter und den Übernehmer oder durch diejenigen Personen, welche diesbezüglich Vollmachten haben, datiert und unterzeichnet. Die Gesellschaft kann auch als Übertragungsbeweis andere Dokumente annehmen welche ihr ausreichend erscheinen.

Art. 6. Das Aktienkapital der Gesellschaft kann erhöht oder herabgesetzt werden, durch Beschluss der Generalversammlung, welcher wie bei Satzungsänderungen zu fassen ist gemäss Artikel einundzwanzig der Satzung.

Art. 7. Jede ordentlich einberufene Generalversammlung vertritt alle Aktionäre der Gesellschaft. Sie hat die weitestgehenden Befugnisse, um über die Angelegenheiten der Gesellschaft zu befinden.

Art. 8. Die ordentliche Generalversammlung findet am Sitz der Gesellschaft in Luxemburg, oder an einem anderen, in der Einberufung bestimmten Ort in der Gemeinde Luxemburg jeweils um 11.00 Uhr am zweiten Montag des Monats Mai eines jeden Jahres oder, wenn dieser Tag auf einen Feiertag fällt, am darauffolgenden Tag statt. Die ordentliche Generalversammlung kann jederzeit, nach definitivem und schlussendlichem Beschluss des Verwaltungsrats, falls besondere Umstände es erfordern, an einem beliebigen Ort einberufen werden.

Andere Generalversammlungen können an dem in den betreffenden Einberufungen angegebenen Ort und Zeitpunkt stattfinden.

Die Generalversammlung kann, Zuschüsse, Reise- und Tagesspesen für alle Mitglieder des Verwaltungsrates festsetzen.

Art. 9. Das Quorum und die Fristen welche vom Gesetz vorgeschrieben sind regeln die Einberufung und den Ablauf der Generalversammlungen der Aktionäre der Gesellschaft, unter Vorbehalt dieser Bestimmungen.

Jede Aktie gibt Anrecht auf eine Stimme, unter Berücksichtigung der gesetzlichen Bestimmungen. Ein Aktionär kann an jeder Versammlung teilnehmen indem er einen Dritten als seinen Bevollmächtigten bezeichnet schriftlich, per Kabel, Telegramm, Telex oder Fax.

Falls nicht anders vom Gesetz verordnet, werden Beschlüsse auf einer ordnungsgemäss einberufenen Versammlung durch einfache Mehrheit aller ausgegebenen und stimmberechtigten Aktien gefasst.

Der Verwaltungsrat kann alle anderen Bedingungen festsetzen welche durch die Aktionäre erfüllt sein müssen um an einer Versammlung teilzunehmen.

Art. 10. Die Generalversammlung wird durch den Verwaltungsrat einberufen durch Einschreibebrief mit der Tagesordnung welcher mindestens acht Tage vor der Versammlung an die Aktionäre gesandt wird an ihre im Aktienregister vermerkte Adresse.

Wenn jedoch alle Aktionäre präsent oder vertreten sind auf der Versammlung und wenn sie feststellen dass über die Tagesordnung informiert sind, kann die Versammlung ohne Einberufung abgehalten werden.

Art. 11. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft besteht aus mindestens drei Mitgliedern, die nicht Aktionäre der Gesellschaft zu sein brauchen.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden ernannt durch die jährliche Versammlung der Aktionäre für einen Zeitraum bis zur nächsten Generalversammlung und bis zur Wahl ihrer Nachfolger; ein Verwaltungsratsmitglied kann jederzeit mit oder ohne Grund ersetzt werden durch einen Beschluss der Aktionäre.

Im Falle einer unbesetzten Stelle eines Postens als Verwaltungsratsmitglied durch Tod, Rücktritt oder sonstwie können die verbliebenen Mitglieder zusammenkommen und durch Mehrheitsbeschluss einen Nachfolger bestellen bis zur nächsten Versammlung.

Art. 12. Der Verwaltungsrat wählt aus dem Kreise seiner Mitglieder einen Vorsitzenden und einen oder mehrere stellvertretende Vize-Vorsitzenden. Er kann ebenfalls einen Sekretär ernennen, welcher nicht Verwaltungsratsmitglied sein muss, und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen aufsetzt. Der Verwaltungsrat tritt zusammen durch Einberufen des Präsidenten, oder zweier Verwaltungsratsmitglieder, an dem in der Einberufung angegebenen Ort.

Der Präsident steht allen Versammlungen vor, oder im Fall von Abwesenheit oder Unfähigkeit, der Vizepräsident oder ein anderes Verwaltungsratsmitglied, welches pro tempore vorstehen wird. Die Aktionäre können, durch Mehrheitsbeschluss einen anderen Angestellten oder eine andere Person bestimmen, welche pro tempore der Sitzung vorstehen wird.

Der Verwaltungsrat kann von Zeit zu Zeit Beamte der Gesellschaft, Generalverwalter und assistierende Generalverwalter, Sekretäre und Hilfssekretäre bestimmen welche für die Operationen und die Verwaltung der Gesellschaft zuständig sind welche nicht Verwaltungsratsmitglieder oder Aktionäre zu sein brauchen. Eine solche Bestimmung kann jederzeit vom Verwaltungsrat zurückgerufen werden. Die ernannten Beamten, falls nicht anders in der Satzung vorgesehen werden die Befugnisse und Aufgaben haben welche ihnen durch den Verwaltungsrat zuerteilt werden.

Eine Versammlung des Verwaltungsrates wird schriftlich einberufen oder per Kabel, Telegramm, Telex, Fax oder auf elektronischem Wege an alle Verwaltungsratsmitglieder wenigstens vierundzwanzig Stunden vor der Versammlung. Die Bekanntmachung enthält die Tagesordnung der Versammlung und kein anderer Punkt kann gültig auf der Versammlung beraten werden. Auf die Einberufung kann verzichtet werden durch schriftliche Einwilligung oder durch Kabel, Telegramm, Telex, Fax oder elektronischem Wege und jedes anwesende Verwaltungsratsmitglied ist erachtet darauf verzichtet zu haben. Eine separate Einberufung ist nicht notwendig für individuelle Sitzungen welche abgehalten werden nach einem Schema des Verwaltungsrates.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an jeder Sitzung des Verwaltungsrates teilnehmen, in dem es schriftlich, per Kabel, Telefax oder durch Telegramm oder durch Telex, ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates als seinen Bevollmächtigten ernannt. Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Sitzung des Verwaltungsrates per Telefon oder Video-Konferenzschaltung oder durch andere ähnliche Kommunikationsmittel teilnehmen, die es allen Personen erlaubt, die an der Sitzung teilnehmen, sich gegenseitig zu hören. Die Teilnahme an einer Sitzung durch diese Mittel gilt als persönliche Teilnahme an der Sitzung.

Eine Versammlung des Verwaltungsrates per Telefon oder Video-Konferenzschaltung an welcher ein Quorum des Verwaltungsrates teilnimmt ist bindend wie wenn alle persönlich anwesend gewesen wären, unter der Voraussetzung dass ein Protokoll unterzeichnet wird durch den Präsidenten der Versammlung.

Der Verwaltungsrat kann gültig beschliessen wenn mindestens die Mehrheit der Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Die Beschlüsse werden durch eine Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefasst. Die Mitglieder welche nicht persönlich anwesend sind oder vertreten sind können schriftlich abstimmen oder durch Kabel, Telegramm, Telex, Fax oder elektronischem Wege.

Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Rundbeschlüsse, die von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates unterzeichnet sind, sind genauso gültig und genauso bindend, wie wenn die Sitzung ordnungsgemäss einberufen und abgehalten worden wäre. Solche Unterschriften können auf einem einzelnen Dokument oder auf mehreren Kopien eines jeden Beschlusses erscheinen, und können per Brief, Telefax oder Telex bestätigt werden. Diese Beschlüsse treten in Kraft am Tage des Rundbeschlusses. Im Falle wo kein spezielles Datum vermerkt ist wird der Rundbeschluss gültig am Tag wo die letzte Unterschrift getätigt wird.

Beschlüsse welche durch andere elektronische Mittel gefasst werden wie e-mail, Telegramm oder Telex werden formalisiert durch den nachfolgenden Beschluss. Das Inkrafttreten des Beschlusses ist dann diejenige der letzten Genehmigung welche die Gesellschaft erhielt durch elektronische Mittel. Die Genehmigungen von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates werden dem Rundbeschluss beigefügt bleiben und einen integralen Bestandteil bilden welche die vorher gefassten Beschlüsse billigen.

Rundbeschlüsse können nur durch einstimmigen Beschluss aller Verwaltungsratsmitglieder gefasst werden.

Art. 13. Die Protokolle des Verwaltungsratsitzungen werden durch den Präsidenten unterzeichnet.

Kopien oder Auszüge dieser Urkunden welche zu gerichtlichen Zwecken gebraucht werden oder sonstwie werden durch den Präsidenten unterzeichnet oder den pro tempore Präsidenten oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder.

Art. 14. Die Verwaltungsratsmitglieder können nur an ordnungsgemäss einberufenen Sitzungen des Rates teilnehmen. Der Verwaltungsrat hat die Befugnis die Gesellschaftspolitik festzulegen und die Führung der Geschäfte der Gesellschaft. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft jedoch nicht durch ihre persönlichen Handlungen binden, ausser spezieller Erlaubnis des Rates.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse betreffend die laufende Geschäftsführung der Gesellschaft und die einem oder mehreren Verwaltern der Gesellschaft übertragen (delegiertes Verwaltungsratsmitglied) wenn die Generalversammlung es erlaubt hat.

Art. 15. Verträge und sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Firma werden nicht dadurch beeinträchtigt oder deshalb ungültig, dass ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrates oder leitende Angestellte der Gesellschaft an dieser anderen Gesellschaft, Firma oder anderen Körperschaft ein persönliches Interesse haben oder dort Mitglied des Verwaltungsrates, Aktionär, leitender oder sonstiger Angestellter sind.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates und jeder leitende Angestellte der Gesellschaft, der als Mitglied des Verwaltungsrates, leitender Angestellter oder einfacher Angestellter in einer Gesellschaft, Firma oder anderen Körperschaft ist, mit der die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, wird durch diese Verbindung mit der anderen Gesellschaft oder Unternehmung nicht daran gehindert, im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

Im Falle wo ein Verwalter oder Beamter der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einer Transaktion der Gesellschaft hat muss dieser Verwalter dem Verwaltungsrat sein persönliches Interesse kundtun und nicht über diese Angelegenheit abstimmen und von diesem persönlichen Interesse wird der nächsten Generalversammlung berichtet. Der Ausdruck 'persönliches Interesse' wie vorher benutzt begreift nicht eine Beziehung oder ein Interesse eine Position oder ein Geschäft welches die Gesellschaft oder eine Filiale betrifft oder jede andere Gesellschaft welche der Verwaltungsrat zu jeder Zeit nach seinem Ermessen festsetzen kann.

Die Gesellschaft wird jedes Mitglied des Verwaltungsrates oder jeden leitenden Angestellten ebenso wie dessen Erben, Vollstreckungsbevollmächtigte und Verwalter von angemessenen Auslagen freihalten, die von ihm im Zusammenhang mit einer Klage, einer Rechtsverfolgungsmaßnahme oder einem Verfahren entstanden sind, an welchem er aufgrund seiner Stellung als Mitglied des Verwaltungsrates oder leitender Angestellter der Gesellschaft oder, auf seinen Antrag hin, auch einer anderen Gesellschaft, an der die Gesellschaft als Aktionär beteiligt ist, oder bei der die Gesellschaft Gläubiger ist und von der er keine Entschädigung erhält, beteiligt ist, außer in Fällen, in denen er auf Grund dieser Klagen, Rechtsverfolgungsmaßnahmen oder Verfahren wegen grob fahrlässigem oder fehlerhaftem Verhaltens endgültig verurteilt wird. Im Falle eines Vergleiches erfolgt eine Entschädigung nur im Zusammenhang mit den Sachen, die von dem Vergleich abgedeckt werden, und insofern der Gesellschaft von einem Rechtsberater bestätigt wird, dass die zu entschädigende Person keine Pflicht verletzt hat. Das vorstehende Recht auf Entschädigung schließt andere Ansprüche nicht aus.

Ausgaben in Verbindung mit der Vorbereitung und der Verteidigung bei einer Klage oder Prozess wie in diesem Artikel beschrieben können durch die Gesellschaft vorgeschoben werden vor einem endgültigen Urteil unter der Bedingung dass dieser Betrag zurückgezahlt werden muss wenn das Verwaltungsratsmitglied nicht berechtigt ist zu einer Entschädigung gemäss diesem Artikel.

Art. 16. Die Gesellschaft ist rechtskräftig verpflichtet durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern, Beamten oder anderer Personen, welche vom Verwaltungsrat hierzu delegiert wurden.

Art. 17. Die Geschäfte der Gesellschaft, begreifend insbesondere ihre Bücher und Steuerangelegenheiten oder andere Berichte welche das Luxemburger Gesetz verlangt, unterliegen der Überwachung durch einen Wirtschaftsprüfer ('réviseur d'entreprises'). Derselbe wird durch die jährliche Generalversammlung bestimmt für eine Periode bis zur nächsten Generalversammlung und bis zur Wahl seines Nachfolgers.

Der Wirtschaftsprüfer kann jederzeit durch die Aktionäre abberufen werden mit oder ohne Grund.

Art. 18. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreissigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 19. Vom dem jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden fünf (5%) Prozent dem gesetzlichen Reservefonds zugeführt. Diese Speisung ist nicht mehr erforderlich sobald und solange die Reserve zehn (10%) Prozent des Gesellschaftskapitals ausmacht.

Die jährliche Versammlung bestimmt wie der Restbetrag des Gewinns verteilt wird und kann alleine Dividenden festlegen wie sie es in ihrem Ermessen für gut befindet für die Gesellschaftspolitik.

Interimdividende kann gemäss dem Luxemburger Gesetz ausgezahlt werden.

Art. 20. Wird die Gesellschaft aufgelöst, so wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren (welche physische Personen oder Körperschaften sein können) durchgeführt. Die Generalversammlung bestimmt die Liquidatoren und setzt deren Vergütung fest.

Art. 21. Die Satzung kann jederzeit durch eine Generalversammlung abgeändert werden unter den luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen betreffend das Quorum und das Stimmrecht.

Art. 22. Für sämtliche Punkte, welche in dieser Satzung nicht geregelt sind, wird auf das Gesetz vom zehnten August neunzehnhundertfünfzehn über die Handelsgesellschaften und das Gesetz über Investmentfonds verwiesen.

Da die Tagesordnung erschöpft ist, erklärte der Vorsitzende die Versammlung um zwölf Uhr für geschlossen.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnete Notar, welcher der englischen Sprache mächtig ist, bestätigt hiermit, dass der Text der vorliegenden Satzung auf Wunsch der Parteien in Englisch abgefasst ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; er bestätigt weiterhin, dass es der Wunsch der Parteien ist, dass im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text der englische Text Vorrang hat.

Und nach Vorlesung alles Vorhergehenden an die Komparenten, haben dieselben mit Uns Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: G. Trichies, J. Siebenaller, D. Breger, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2003, vol. 140S, fol. 36, case 11. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 septembre 2003.

A. Schwachtgen.

(054568.3/230/460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2003.

INVESTISSEMENTS MULTISECTORIELS EUROPEENS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 41.753.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 4 avril 2003

- la cooptation de la société LOUV, S.à r.l., S.à r.l. de droit luxembourgeois, avec siège social au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg en tant qu'Administrateur en remplacement de la société FINIM LIMITED, démissionnaire, est ratifiée. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2004.

Fait à Luxembourg, le 4 avril 2003.

Certifié sincère et conforme

INVESTISSEMENTS MULTISECTORIELS EUROPEENS S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 3 septembre 2003, réf. LSO-AI00362. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054440.3/795/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

JOHN DEERE FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1016 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R. C. Luxembourg B 88.466.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de la société le 27 août 2003 au siège social

L'assemblée a décidé de nommer Monsieur Jon Douglas Volkert, demeurant au 601 41st Street, Des Moines, Iowa 50312, Etats-Unis d'Amérique, en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 11 septembre 2003 pour remplacer Monsieur Paul Enz, démissionnaire avec effet au 10 septembre 2003.

Au terme de cette résolution, le conseil d'administration de la Société se compose de:

Patrick E. Mack, administrateur et administrateur-délégué,

James Alan Israel, administrateur,

James Roger Jabanoski, administrateur,

David Charles Everitt, administrateur,

Stephen Pullin, administrateur, et

Jon Douglas Volkert, administrateur.

Pour extrait et publication

JOHN DEERE FINANCE S.A.

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 5 septembre 2003, réf. LSO-AI01220. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054715.3/253/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2003.

EDVIMA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R. C. Luxembourg B 85.378.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 juin 2003

L'assemblée reconduit le mandat des administrateurs, Madame Joëlle Lietz, Madame Denise Vervaeet et Monsieur Pierre Schill, ainsi que celui du commissaire aux comptes, FIDUCIAIRE GLACIS, S.à r.l., pour une période venant à échéance à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2003.

Luxembourg, le 28 août 2003.

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2003, réf. LSO-AH05552. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054400.3/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

A.S.M. INVESTMENTS S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R. C. Luxembourg B 34.024.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 juin 2003

L'assemblée reconduit le mandat des administrateurs, Madame Joëlle Lietz, Madame Denise Vervaeet et Monsieur Pierre Schill, pour une période venant à échéance à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2003.

Elle appelle aux fonctions de commissaire aux comptes la FIDUCIAIRE GLACIS, S.à r.l., 18a, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, en remplacement de Monsieur Bernard Ewen, démissionnaire, pour une même période.

Luxembourg, le 28 août 2003.

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2003, réf. LSO-AH05556. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054403.3/000/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

WAM S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R. C. Luxembourg B 24.259.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 8 avril 2003

L'assemblée reconduit le mandat des administrateurs, Madame Joëlle Lietz, Madame Denise Vervaeet et Monsieur Pierre Schill, ainsi que celui du commissaire aux comptes, FIDUCIAIRE GLACIS, S.à r.l., pour une période venant à échéance à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2003.

Luxembourg, le 28 août 2003.

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2003, réf. LSO-AH05559. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054404.3/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

EREMIS HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 4.664.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 3 septembre 2003, réf. LSO-AI00383, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 septembre 2003.

EREMIS HOLDING S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

(054437.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

FLURWALD FINANZ S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R. C. Luxembourg B 25.003.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 juin 2003

L'assemblée reconduit le mandat des administrateurs, Madame Joëlle Lietz, Madame Denise Vervaeet et Monsieur Pierre Schill, ainsi que celui du commissaire aux comptes, Monsieur Bernard Ewen, pour une période venant à échéance à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2003.

Luxembourg, le 28 août 2003.

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2003, réf. LSO-AH05562. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054407.3/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

INTERGARDEN S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R. C. Luxembourg B 78.031.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 26 juin 2003

L'assemblée reconduit le mandat des administrateurs, Madame Joëlle Lietz, Madame Denise Vervaeet et Monsieur Pierre Schill, ainsi que celui du commissaire aux comptes, FIDUCIAIRE GLACIS, S.à r.l., pour une période venant à échéance à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2003.

Luxembourg, le 28 août 2003.

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2003, réf. LSO-AH05565. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054408.3/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

I.P.P. LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R. C. Luxembourg B 77.310.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 juin 2003

L'assemblée reconduit le mandat des administrateurs, Madame Joëlle Lietz, Madame Denise Vervaeet et Monsieur Pierre Schill, ainsi que celui du commissaire aux comptes, FIDUCIAIRE GLACIS, S.à r.l., pour une période venant à échéance à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2003.

Luxembourg, le 28 août 2003.

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2003, réf. LSO-AH05540. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054411.3/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

GDL FI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R. C. Luxembourg B 88.030.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 26 juin 2003

L'assemblée reconduit le mandat des administrateurs, Madame Joëlle Lietz, Madame Denise Vervaeet et Monsieur Pierre Schill, ainsi que celui du commissaire aux comptes, FIDUCIAIRE GLACIS, S.à r.l., pour une période venant à échéance à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2003.

Luxembourg, le 28 août 2003.

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2003, réf. LSO-AH05572. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054414.3/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

CAMECO LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 33, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 62.009.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue en date du 29 juillet 2003 que:

- Les mandats des administrateurs étant venus à échéance, les actionnaires décident de réélire les personnes suivantes comme administrateurs:

1. Monsieur Kim Goheen, employé privé, né le 13 janvier 1954, à Clovis, USA, demeurant professionnellement à 2121, 11th Street West, SK S7M 1J3, Saskatoon, Canada.

2. Monsieur Gary M.S. Chad, employé privé, né le 18 novembre 1951, à Prince Albert, Canada, demeurant à 414, Charlebois Court, S7K, 5J9, Saskatoon, Canada.

3. Monsieur Teunis Akkerman, employé privé, né le 30 décembre 1948, à Dirksland, Pays-Bas, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

4. Madame Maggy Kohl, directeur de sociétés, née le 18 mai 1941, à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, demeurant professionnellement à L-1724 Luxembourg, 33, boulevard du Prince Henri.

5. Monsieur Rui Fernandes Da Costa, employé privé, né le 2 mai 1974, à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, demeurant professionnellement à L-1724, 33, boulevard du Prince Henri, Luxembourg.

- Le mandat du commissaire aux comptes étant venu à échéance, les actionnaires décident à l'unanimité d'élire KPMG AUDIT, société civile, ayant son siège social à L-2520, 31, allée Scheffer, Luxembourg, en tant que commissaire aux comptes.

- Leurs mandats expireront immédiatement à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui approuvera les comptes au 31 décembre 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 août 2003.

Pour avis conforme

M. Kohl

Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 5 septembre 2003, réf. LSO-AI01096. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054529.3/805/31) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2003.

SAGICAP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 74, rue Ermesinde.

R. C. Luxembourg B 62.789.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue extraordinairement le 23 novembre 2001 que:

Monsieur Michel Mengal, conseil privé, demeurant à L-2510 Luxembourg a été nommé administrateur de la société en remplacement de Monsieur Henri Bernet, démissionnaire. Monsieur Mengal reprendra le mandat de son prédécesseur.

Luxembourg, le 4 septembre 2003.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 5 septembre 2003, réf. LSO-AI01084. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054538.3/727/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2003.

SAGICAP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 74, rue Ermesinde.

R. C. Luxembourg B 62.789.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 octobre 2001 que:

FIDEI REVISION, Société à Responsabilité Limitée, ayant son siège au 50, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, a été nommé Commissaire en remplacement de FIDUCIAIRE DU VAL FLEURI, Société à responsabilité limitée, démissionnaire. FIDEI REVISION reprendra le mandat de son prédécesseur.

Luxembourg, le 4 septembre 2003.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 5 septembre 2003, réf. LSO-AI01082. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054536.3/727/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2003.

MITTE HOLDINGS MANAGEMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 9, avenue Guillaume.

R. C. Luxembourg B 78.611.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue en date du 26 août 2003 que:

- Les mandats des administrateurs étant venus à échéance, l'assemblée décide d'augmenter le nombre d'administrateurs de trois (3) à quatre (4) et de nommer les personnes suivantes comme administrateurs de la société:

1. Monsieur Charles Pardoe, employé privé, né le 26 juillet 1960, à Washington DC, Etats-Unis, demeurant professionnellement à 8, Campus Drive, Parsippany, NJ 070054, Etats-Unis;

2. Monsieur Jonathan Short, employé privé, né le 19 juillet 1961, à Bromley, United Kingdom, demeurant professionnellement à 166, Sloane Street, Londres, SW1X9QF, Royaume-Uni;

3. Monsieur Bodo Demisch, administrateur de sociétés, né le 2 octobre 1944 à Hahnenklee/Harz, Allemagne, demeurant à L-1641 Luxembourg, 16, rue Nicolas Gredt;

4. TMF CORPORATE SERVICES S.A., société anonyme, ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 33, boulevard du Prince Henri, enregistrée à la Chambre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous n° B 84.993.

- Le mandat du commissaire aux comptes étant venu à échéance, l'assemblée décide de nommer ERNST AND YOUNG, société anonyme, ayant son siège social à L-5365 Luxembourg, 7, Parc d'Activité, Syrdall en tant que commissaire aux comptes.

- Les mandats des administrateurs ainsi que du commissaire aux comptes expireront immédiatement à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui approuvera les comptes au 31 décembre 2003.

- L'assemblée décide de transférer le siège social de la société de L-1724 Luxembourg, 33, boulevard du Prince Henri à L-1651 Luxembourg, 9, avenue Guillaume avec effet au 1^{er} août 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 août 2003.

Pour avis conforme

TMF CORPORATE SERVICES S.A.

Un administrateur

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 4 septembre 2003, réf. LSO-AI00818. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054539.3/805/32) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2003.

BÄTE, S.à r.l., Gesellschaft mit beschränkter Haftung.

Gesellschaftssitz: L-2763 Luxembourg, 12, rue Sainte Zithe.

H. R. Luxemburg B 60.692.

AUFLÖSUNG

Im Jahre zweitausenddrei, den siebenundzwanzigsten August.

Vor dem unterzeichneten Notar Maître André Jean-Joseph Schwachtgen, mit Amtssitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

UP TO DATE Inc., eine Gesellschaft mit Sitz in Alofi Suites 21, Maluaga, Niue, hier vertreten durch Herrn Jean-Paul Kill, Rechtsanwalt, mit Berufsanschrift in 22, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg,

aufgrund einer Vollmacht gegeben am 11. Juni 2003.

Welche Vollmacht nach ne varietur Unterzeichnung durch den Bevollmächtigten und den unterfertigten Notar gegenwärtiger Urkunde beigefügt bleibt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Welche Komparentin, vertreten wie vorgenannt, den instrumentierenden Notar ersucht hat folgendes zu beurkunden:

- Die Komparentin ist alleinige Besitzerin aller Anteile der Gesellschaft mit beschränkter Haftung BÄTE, S.à r.l., R. C. Luxemburg B 60.692, mit Sitz in Luxemburg, gegründet durch Urkunde aufgenommen durch Notar Christine Doerner, mit dem Amtssitz in Bettemburg, am 14. August 1997, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 680 vom 4. Dezember 1997.

Die Satzung der Gesellschaft wurde mehrmals abgeändert und zuletzt durch eine Urkunde aufgenommen durch den unterzeichneten Notar, vom 9. April 2003, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 478 vom 3. Mai 2003.

- Das Gesellschaftskapital ist festgesetzt auf zwölftausenddreihundertvierundneunzig Euro achtundsechzig Cent (12.394,68) aufgeteilt in einhundert (100) Anteile mit einem Nennwert von einhundertdreißigundzwanzig Euro vierundneunzig Cent (123,94) pro Anteil.

- Durch Anteilsübertragung unter Privatschrift vom 19. August 2003, welche der gegenwärtigen Urkunde beigegeben bleiben wird um mit ihr einregistriert zu werden, hat GIA GLOBAL INVESTMENT ACTIVITY S.A., mit Sitz in L-2763 Luxembourg, 12, rue Ste Zithe, ihre 100 Anteile an der Gesellschaft zum Preis von EUR 1,- an die Komparentin abgetreten, worüber Quittung.

Diese Anteilsübertragung wurde getätigt mit dem Einverständnis der Gesellschaft und soweit wie nötig durch den Geschäftsführer der Gesellschaft angenommen.

- Die Komparentin welche somit alleinige Besitzerin aller Anteile der Gesellschaft geworden ist erklärt andurch die Auflösung der Gesellschaft mit sofortiger Wirkung.

- Die Komparentin erklärt dass sie genaue Kenntnis der Satzung sowie der Finanzlage der Gesellschaft besitzt.

- Die einzige Gesellschafterin erklärt, in ihrer Eigenschaft als Liquidator der Gesellschaft, dass die Aktivität der Gesellschaft aufgehört hat, dass die bekannten Passiva der Gesellschaft bezahlt oder gedeckt wurden und dass sie sich ausdrücklich dazu verpflichtet alle Passiva welche eventuell noch zu Lasten der Gesellschaft bestehen und noch unbezahlt oder unbekannt sind zu übernehmen, bevor irgendwelche Zuteilung der Aktiva an ihre Person als einzige Gesellschafterin getätigt wird.

- Die einzige Gesellschafterin erteilt dem Geschäftsführer Entlastung für die Ausübung seines Mandats bis zum heutigen Tag.

- Die betreffenden Dokumente der Gesellschaft werden während einer Dauer von fünf Jahren in 22, boulevard de la Foire, L-1528 Luxemburg aufbewahrt.

Somit hat der instrumentierende Notar die Auflösung der Gesellschaft BÄTE, S.à r.l., festgestellt.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorherstehenden an den Bevollmächtigten der Komparentin, hat derselbe mit Uns, Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: J.-P. Kill, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} septembre 2003, vol. 140S, fol. 40, case 10. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 septembre 2003.

A. Schwachtgen.

(054530.3/230/55) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2003.

DEXIA WORLD ALTERNATIVE, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 82.737.

Suite à la démission en date du 21 juillet 2003 de Monsieur Nicolas Gomart de ses fonctions d'administrateur le Conseil d'Administration se compose désormais comme suit:

- Monsieur Luc Hernoux, Senior Vice-President, DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg.

- Monsieur Daniel Kuffer, Senior Vice-President, DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg.

- Monsieur Hugo Lasat, Conseiller du Comité de Direction, DEXIA ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A., 283, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

- Monsieur François Pauly, Directeur, DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 septembre 2003.

Pour DEXIA WORLD ALTERNATIVE, Société d'Investissement à Capital Variable

DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, Société Anonyme

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 3 septembre 2003, réf. LSO-AI00440. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054546.3/1126/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2003.

TRADENET EUROPE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R. C. Luxembourg B 79.814.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 juin 2003

L'assemblée reconduit le mandat des administrateurs, Madame Joëlle Lietz, Monsieur Alfred Degen et Monsieur Pierre Schill, ainsi que celui du commissaire aux comptes, FIDUCIAIRE GLACIS, S.à r.l., pour une période venant à échéance à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2003.

Luxembourg, le 28 août 2003.

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2003, réf. LSO-AH05499. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054415.3/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

CAMECO LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 33, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 62.009.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue en date du 29 juillet 2003 que:

- L'assemblée prend acte de la démission avec effet au 31 juillet 2003 de Monsieur Rui Fernandes Da Costa, employé privé, en tant qu'administrateur de la société;

- Les mandats des administrateurs étant venus à échéance, les actionnaires décident d'élire les personnes suivantes comme administrateurs:

1. Monsieur Kim Goheen, employé privé, né le 13 janvier 1954, à Clovis, USA, demeurant professionnellement à 2121, 11th Street West, SK S7M 1J3, Saskatoon, Canada;

2. Monsieur Gary M.S. Chad, employé privé, né le 18 novembre 1951, à Prince Albert, Canada, demeurant à 414, Charlebois Court, S7K, 5J9, Saskatoon, Canada;

3. Monsieur Teunis Akkerman, employé privé, né le 30 décembre 1948, à Dirksland, Pays-Bas, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert;

4. Madame Maggy Kohl, directeur de sociétés, née le 18 mai 1941, à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, demeurant professionnellement à L-1724 Luxembourg, 33, boulevard du Prince Henri;

5. TMF CORPORATE SERVICES S.A., société anonyme, inscrite au registre de commerce et de sociétés de Luxembourg sous n° B 84.993, ayant son siège social à L-1724, 33, boulevard du Prince Henri, Luxembourg;

- Le mandat du commissaire aux comptes étant venu à échéance, les actionnaires décident à l'unanimité d'élire KPMG AUDIT, société civile, ayant son siège social à L-2520, 31, Allée Scheffer, Luxembourg, en tant que commissaire aux comptes.

- Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes expireront immédiatement à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui approuvera les comptes au 31 décembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 septembre 2003.

Pour avis conforme

M. Kohl

Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 4 septembre 2003, réf. LSO-AI00814. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054541.3/805/33) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2003.

MAMBA INVESTMENT S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

R. C. Luxembourg B 43.531.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 3 septembre 2003, réf. LSO-AI00459, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 septembre 2003.

Pour MAMBA INVESTMENT S.A.

Société Anonyme Holding

EXPERTA LUXEMBOURG

Société Anonyme

A. Garcia Hengel / S. Wallers

(054554.3//15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2003.

MAMBA INVESTMENT S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

R. C. Luxembourg B 43.531.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 3 septembre 2003, réf. LSO-AI00460, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 septembre 2003.

Pour MAMBA INVESTMENT S.A.

Société Anonyme Holding

EXPERTA LUXEMBOURG

Société Anonyme

A. Garcia Hengel / S. Wallers

(054551.3//15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2003.

MERCHBANC SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 51.646.

En date du 29 janvier 2003, l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires a décidé de réélire:

- Monsieur Léon Hilger

DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A.

69, route d'Esch

L-2953 Luxembourg,

- Monsieur José Isern Rovira

MERCHBANC

Diputacion 279

E-08007 Barcelona,

- Monsieur Joaquin Lopez Veraza

MERCHBANC

Diputacion 279

E-08007 Barcelona,

- Monsieur John Pauly

FIRST EUROPEAN TRANSFERT AGENT S.A.

5, rue Thomas Edison

L-1445 Strassen,

- Monsieur Henry Verrey

SEMELY CONSULT & MANAGEMENT LTD

84, rue du Rhône

CH-1204 Genève,

en qualité d'Administrateurs pour un mandat d'un an prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2004.

Pour MERCHBANC SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable

DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, Société Anonyme

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 3 septembre 2003, réf. LSO-AI00445. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054550.3/1126/34) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2003.

SYSTEM TRADING S.A., Société Anonyme.

Capital social: 7.972.200,- EUR.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R. C. Luxembourg B 79.774.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 5 septembre 2003, réf. LSO-AI01095, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

B. Zech.

(054560.3//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2003.

SILAWI S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R. C. Luxembourg B 21.312.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 juin 2003

L'assemblée reconduit le mandat des administrateurs, Madame Joëlle Lietz, Madame Denise Vervaeet et Monsieur Pierre Schill, pour une période venant à échéance à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2003.

Elle appelle aux fonctions de commissaire aux comptes la FIDUCIAIRE GLACIS, S.à r.l., 18a, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, en remplacement de Monsieur Bernard Ewen, démissionnaire, pour une même période.

Luxembourg, le 28 août 2003.

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2003, réf. LSO-AH05516. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054420.3/000/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

**PIMIENTO HOLDING S.A., Société Anonyme Holding,
(anc. VIGORIS HOLDING S.A.).**

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R. C. Luxembourg B 84.783.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 juin 2003

L'assemblée reconduit le mandat des administrateurs, Madame Joëlle Lietz, Madame Denise Vervaeet, Monsieur Pierre Schill, Monsieur Yvon Python et Maître Alexandre Davidoff, ainsi que celui du commissaire aux comptes, FIDUCIAIRE GLACIS, S.à r.l., pour une période venant à échéance à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2003.

Luxembourg, le 28 août 2003.

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2003, réf. LSO-AH05534. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054422.3/000/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

VINKELBERG COMPANY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.
R. C. Luxembourg B 59.939.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 12 juin 2003

1. L'Assemblée décide de nommer comme nouvel administrateur en remplacement de Maître Roy Reding, son mandat venant à terme, la société CD-GEST, S.à r.l., ayant son siège social au 45, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Annuelle statuant sur les comptes au 31 décembre 2009.

Le mandat des autres administrateurs et du Commissaire aux Comptes est reconduit jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle statuant sur les comptes au 31 décembre 2009.

2. L'Assemblée décide de transférer le siège social du 45, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, au 4, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg.

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 4 septembre 2003, réf. LSO-AI01025. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054423.3/000/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

ARGYLE LEISURE FUND S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.
R. C. Luxembourg B 84.318.

Extract of the resolution passed on 30 June 2003 by the Board of Directors of the company

It was resolved to transfer the registered office of the company from its present address to 52-54, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg with effect from 1 January 2003.

Translation into French - Traduction en français:

Extrait des décisions prises en date du 30 juin 2003 par les gérants de la société

Il est décidé de transférer le siège social de la société de son adresse actuelle au 52-54, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg avec effet au 1^{er} janvier 2003.

Certified true extract - Extrait certifié conforme

M. Kremenliev / Q. Marshall

Director / Director

Administrateur / Administrateur

AMACO (LUXEMBOURG) S.A.

Director

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 5 septembre 2003, réf. LSO-AI01079. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054502.3/806/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2003.

ACTIV'INVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 66.828.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 3 septembre 2003, réf. LSO-AI00386, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 septembre 2003.

ACTIV'INVEST

F. Uhl

Administrateur-Délégué

(054436.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

SOCALUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 39.683.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 3 septembre 2003, réf. LSO-AI00381, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 septembre 2003.

Pour SOCALUX S.A.

SERVICES GENERAUX DE GESTION S.A.

Signatures

(054446.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

CATER INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 89.853.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 3 septembre 2003, réf. LSO-AI00378, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 septembre 2003.

CATER INVESTMENTS S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

(054447.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.

MERES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R. C. Luxembourg B 83.265.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 24 juin 2003

L'assemblée reconduit le mandat des administrateurs, Madame Joëlle Lietz, Madame Denise Vervaeet et Monsieur Pierre Schill, ainsi que celui du commissaire aux comptes, FIDUCIAIRE GLACIS, S.à r.l., pour une période venant à échéance à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2003.

Luxembourg, le 28 août 2003.

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2003, réf. LSO-AH05512. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(054417.3/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2003.
